

#2

Automne  
2016  
3,00 €



# The Progressive Post

**COUVERTURE SPÉCIALE**

## **APRÈS LE BREXIT : LA STRATÉGIE PLUTÔT QUE LA SPÉCULATION**

**L'APPEL DE LA GÉNÉRATION Y  
LES NOUVEAUX EUROPÉENS**

À quoi ressemblera  
le dirigeant politique de demain ?

La génération Y réclame  
une pratique différente de la politique

Restaurer la confiance  
en l'action politique

La jeunesse et le populisme  
de droite en Europe

Avec les contributions de :

Elio Di Rupo

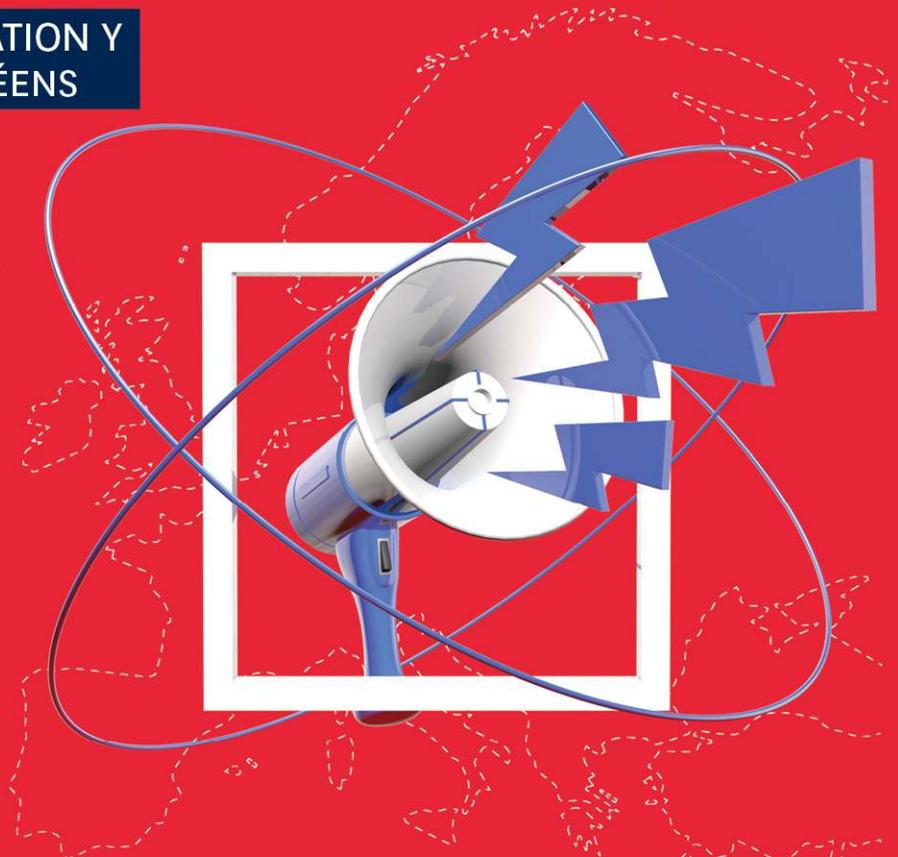
Anne Muxel

Ricardo Lagos

Laura Slimani

Javier Moreno

Birgit Honé



### **ÉCONOMIE**

Mutuelles et Coopératives :  
Remettre l'humain  
au cœur de l'entreprise

### **SOCIAL**

Pour une taxe progressiste  
sur la consommation

### **ENVIRONNEMENT**

Pour une autre politique  
industrielle européenne

### **DÉMOCRATIE**

La transparence dans l'UE  
après le Brexit

# The Progressive Post

Les Européens partagent une histoire  
et un avenir communs, mais leurs idées  
et idéaux ont besoin de trouver un espace public.

## The Progressive Post

La revue d'opinion européenne qui rassemble des experts  
mondialement reconnus et offre au public une plate-forme  
d'information sur les enjeux de l'Europe d'aujourd'hui.

## The Progressive Post

succède à « Queries » avec une version imprimée refondue  
et une nouvelle plate-forme internet.  
Le magazine est maintenant publié en trois langues :  
l'allemand, l'anglais, et le français.

## Abonnez-vous au magazine

et consultez notre site Web sur [progressivepost.eu](http://progressivepost.eu)  
pour plus d'informations actualisées.



FEPS



@FEPS\_Europe



With the support  
of the European parliament

## N°2 - Automne 2016

ISSN 2506-7664

Cette édition est dédiée au Vice-Président de la FEPS,  
Karl Duffek (1962-2016)

**Editor:** Dr. Ernst Stetter (Secretary General, FEPS)

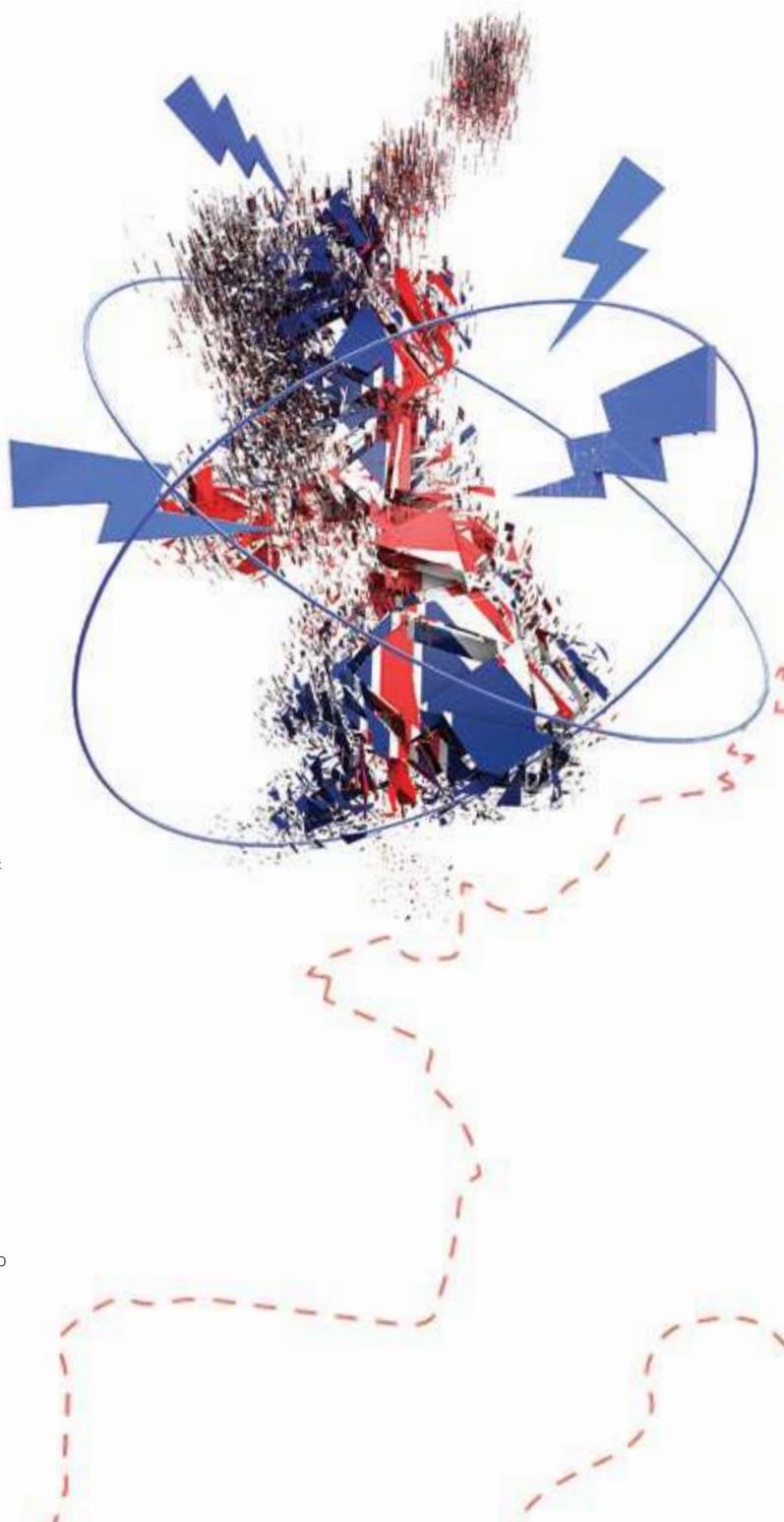
**Editor-in-Chief:** Alain Bloëdt - **Managing Editor:** Shant Krikorian

**Editorial Committee:** Charlotte Billingham, Elena Gil, Vassilis Ntousas,  
Maria Freitas, Ania Skrzypek, Catalin Dragomirescu-Gaina, Hedwig Giusto

**Design & Production:** Polydea - [www.polydea.com](http://www.polydea.com)

**Photo Credits:** AP, EU, shutterstock

**Copyright © FEPS Foundation for European Progressive Studies.**



# #02 Table des matières

## CONTRIBUTEURS p.3

## ÉDITORIAL p.4

## DÉBATS

### BREXIT COUVERTURE SPÉCIALE - p.5

- > Une opportunité pour la France de reprendre son leadership p.5-6
- > Après le Brexit, un pays divisé p.7-8
- > Une nouvelle relation UE-AELE dans l'après-Brexit ? p.9-10
- > Une opportunité de repenser nos priorités pour l'Europe p.11-12
- > Éliminons la peur qui ronge le bouclier protecteur que forment la solidarité et la coopération p.13-14
- > Réflexions sur le Brexit - Implications pour le futur de l'Europe p.15-16
- > Une opportunité pour réformer la politique commune de sécurité et de défense p.17-18
- > Les européens face au Brexit : sondage exclusif p.19-20

### PORTRAIT - p.21

- > Robert Biedroń

### HISTOIRE - p.22

- > La démocratie européenne a besoin de « Spitzenkandidaten » aux élections européennes de 2019 p.22-23

### ÉCONOMIE - p.24

- > Remettre l'humain au cœur de l'entreprise p.24-25

### SOCIAL - p.26

- > Pour une taxe progressiste sur la consommation p.26-27

### DÉMOCRATIE - p.28

- > La transparence dans l'UE après le Brexit p.28-29

### ENVIRONNEMENT - p.30

- > Pour une autre politique industrielle européenne p.30-31

## FOCUS

### POINT DE VUE - p.32

- > Utilité, égalité, transformation : les trois conditions d'un leadership inclusif p.32-33
- > Les jeunes et la question du leadership en politique p.34

### VEILLE EUROPÉENNE - p.35

- > La participation des jeunes aux élections européennes en chute p.35-36

### ENQUÊTE - p.37

- > La génération Y réclame une pratique différente de la politique p.37-38
- > À quoi ressemblera le dirigeant politique de demain ? p.39

### ESSAI - p.40

- > Restaurer la confiance en l'action politique p.40-41
- > La jeunesse et le populisme de droite en Europe p.42-43

### ANALYSE - p.44

- > Le futur commence maintenant ! Trois leçons de la FEPS p.44-45

### AU-DELÀ DE L'EUROPE - p.46

- > Les jeunes, l'Amérique latine et la pensée progressiste p.46-47
- > La génération Y d'Iran : Une génération florissante p.48
- > Power2Youth: Portraits de jeunes du sud-est de la Méditerranée p.49-50

## INSPIRATION

### PORTFOLIO - p.51

- > Plus que des réfugiés : deux artistes Syriens en Europe p.51-55

### ESSAI - p.56

- > Une politique progressiste pour nos quartiers unis dans la diversité p.56-57

### CARICATURE - p.58

- > Quel futur pour la « millennial generation » ?

### À REGARDER - p.59

- > Les panama papers : les secrets des super riches
- > Lo and Behold, reveries of the connected world

### À LIRE - p.59

- > Inégalités – Que faire ?
- > Les politiques contre la domination

### À RÉFLÉCHIR - p.60

- > L'extrême droite en Europe
- > Pourquoi la démocratie doit changer
- > De la flexibilité du marché du travail
- > Histoire de la social démocratie en République tchèque.

### À CUISINER - p.63

- > Profil culinaire d'un pays de l'Europe : La Suède

# CONTRIBUTEURS



Amandine Crespy



Uta Staiger



Nat O'Connor



Víctor Negrescu



Filippo Taddei



Jernej Pikalo



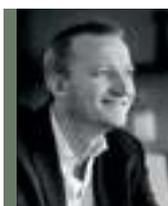
Arne Lietz



Robert Biedron



Jo Leinen



Peter Hunt



Robert Frank



Emily O'Reilly



Tomas Wyns



Laura Slimani



Elio Di Rupo



Emma Murphy



Fabio Wolkenstein



Anne Muxel



Birgit Honé



Ania Skrzypek



Ricardo Lagos



Beatrice Maneshi



Javier Moreno



Rytis Daukantas

# PAS DE PANIQUE ! POUR UNE RÉÉCRITURE DES RÈGLES DE L'UNION EUROPÉENNE



Par Massimo D'Alema, Président de la FEPS, ancien premier ministre italien

Le résultat du référendum britannique sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne (UE) est un message fort adressé aux dirigeants politiques appelant un renforcement de la coopération et des réformes institutionnelles. Il faut conduire des changements tangibles pour les citoyens qui considèrent l'UE comme leur présent et leur futur.

**S**i le Brexit est le symptôme le plus visible du malaise européen actuel, il n'en est pas l'origine. En effet, les maux pointés du doigt tout au long de la campagne référendaire sont dénoncés partout en Europe. La défiance envers les institutions, les élites et la classe politique, la peur de l'immigration, le sentiment que les gouvernements sont démunis face aux défis auxquels l'Union européenne (UE) et ses pays membres doivent faire face ne sont pas le seul lot de la Grande-Bretagne.

Cela ne devrait pas surprendre. Depuis la crise financière de 2008, la détérioration sociale n'a pas été prise au sérieux, les inégalités vont croissantes, la relance économique a été trop lente et les investissements sont restés trop peu nombreux. La conclusion que l'on peut en tirer est que la recette néolibérale d'austérité associée aux réformes structurelles s'est soldée par un échec. La recette prônée par

les socialistes n'apparaît toutefois pas comme une alternative crédible et viable du fait de notre association à l'establishment politique, surtout que les différences entre la gauche et la droite ont tendance à s'estomper, notamment à cause des coalitions gouvernementales. Enfin, les partis progressistes sont de plus en plus jugés inaptes à parler au nom de ceux qu'ils sont censés représenter : ceux-là mêmes qui se sentent trahis et oubliés par la mondialisation.

On a vu par exemple les conséquences, désastreuses pour l'UE, de l'absence d'une politique migratoire et d'un droit d'asile communs, en particulier lors de la crise des réfugiés. De même, en ce qui concerne notre coopération dans la lutte contre le terrorisme et la sécurité internationale, j'ai bien peur que nous manquions toujours de vision sur la question de l'islam en Europe. La Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) a tenté de se saisir de cette question, mais elle reste taboue car personne

ne souhaite y être associé.

## Un appel aux réformes institutionnelles.

L'UE ne peut pas se permettre de reproduire le statu quo qui suivit les référendums français et néerlandais en 2005. Nous n'avons pas le droit de commettre les mêmes erreurs. Nous ne pouvons plus passer notre temps à différer les réformes institutionnelles au nom d'autres priorités. La Commission et le Parlement européens proposent de nombreux changements, mais ils leur manquent les outils institutionnels nécessaires pour les mettre en œuvre. Ce sont bien des blocages entre les institutions qui ont fait barrage à l'introduction de la taxe sur les transactions financières, pourtant discutée depuis des années. C'est le noyau dur de notre projet « Récrire les règles » sur lequel nous travaillons avec Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie. Cependant, ces règles ne sauraient être simplement économiques ; en effet, nous devons également

débattre de la réforme des traités, tant que nous dépendrons de ces évolutions institutionnelles pour la mise en œuvre de nos objectifs progressistes. Qui plus est, nous devrions concentrer nos efforts sur la zone euro, car il se trouve que les pays qui la composent forment le corps historique de l'Europe à 15. S'ils étaient prêts à abandonner leur veto, nous pourrions construire une plus grande coopération entre les États membres. Nous devrions également voir émerger un accord sur l'immigration et le droit d'asile parmi les pays volontaires ; tous ceux préférant s'en tenir à l'écart ne bénéficieraient simplement pas des ressources nécessaires à la mise en place de ces politiques.

Je crois au pouvoir de l'action par l'exemple et je pense qu'il faut commencer par l'économie. Sans budget plus conséquent, sans mécanismes de redistribution, sans politique concertée de gestion des dettes, sans fiscalité commune, sans programme d'investissement partagé (y compris d'investissements publics), sans stratégie industrielle communautaire, sans réponse conjointe aux questions de compétitivité et sans vision commune du social, l'UE et nous-mêmes, progressistes, ne pourrions aller bien loin.



# UNE OPPORTUNITÉ POUR LA FRANCE DE REPRENDRE SON LEADERSHIP

Par Amandine Crespy

Pour la France et François Hollande, répondre au Brexit est un jeu hautement risqué. Un des principaux objectifs partagés par la classe politique française est le retour à un leadership qui s'est sans cesse érodé ces dix dernières années.

**E**n France, la possibilité que le Brexit catalyse une vague nationaliste qui échapperait au contrôle des élites inquiète beaucoup. Marine Le Pen, dirigeante du Front national et députée européenne, a exulté et clamé qu'un « Frexit » était désormais à portée de main. Elle a promis que l'organisation d'une consultation sur l'appartenance à l'Union européenne (UE) serait

au centre de sa campagne pour la prochaine présidentielle ; une promesse qui va sûrement accroître la popularité déjà considérable de l'extrême droite chez les électeurs. En effet, la pilule du référendum de 2005 n'est toujours pas passée. Bien qu'une majorité de Français ait voté contre le Traité établissant une constitution pour l'Europe, les élites pro-UE ont, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, décidé d'ignorer la parole du peuple : le Parlement a alors adopté le traité de Lisbonne qui reprenait pour l'essentiel les textes du projet de traité constitutionnel européen. Cet épisode est resté dans les mémoires comme le déni de démocratie le plus flagrant de l'histoire française contemporaine.

Pendant ce temps, la classe politique nationale ne saurait être plus divisée. Du côté de la gauche radicale, et bien qu'il ne l'ait pas formulé en ces mots, Jean-Luc Mélenchon appelle à la désobéissance civile jusqu'à ce qu'un gouvernement puisse imposer une profonde réforme à l'opposé des politiques néolibérales. Le Parti socialiste français ne s'est toujours pas remis de la campagne acrimonieuse de 2005 dans laquelle se sont affrontés des détracteurs de l'UE en manque d'inspiration et des partisans du changement trop mous. À droite, Les Républicains présentent quinze candidats à la primaire pour les élections présidentielles, chacun avec une vision différente de ce dont l'UE a besoin.

Nicolas Sarkozy a par exemple récemment appelé à une refonte de l'Europe à travers une remise en cause de l'espace Schengen et un nouveau traité, éventuellement soumis à référendum.

Nous assistons également à la résurgence de vieux relents anti-européens et antibritanniques. Alors que certains voient là l'opportunité de faire de Paris un centre financier à même de rivaliser avec la City, d'autres mènent de véritables campagnes de dénigrement visant le Royaume-Uni : le Brexit bénéficierait à l'influence française, la Commission européenne devrait être démentelée, ou encore l'anglais devrait perdre son statut de langue officielle de l'UE.

Or, l'Europe n'a pas besoin d'un



> **AUTEURE**

**Amandine Crespy** est professeure-assistante en science politique et études européennes à l'université libre de Bruxelles.

| STRASBOURG, FRANCE - La presse française fait sa couverture avec les résultats du referendum britannique.

chauvinisme français dépassé, mais bien d'un leadership ferme et responsable.

**LEADERSHIP OU IMMOBILISME ?**

Avec la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE et la panique qui s'empare du continent, la France a la responsabilité de prendre la tête d'un leadership constructif. La désintégration de l'UE pourrait certes venir d'une contagion du Brexit à d'autres pays, mais elle pourrait tout autant naître d'un immobilisme mortifère. À cet égard, les discussions au Conseil européen du 27 et 28 juin dernier à Bruxelles n'ont rassuré personne. L'UE est à nouveau menacée de paralysie, déchirée entre ceux qui aspirent à une relance de l'intégra-

tion, armée de nouveaux projets à même de convaincre les citoyens européens de sa nécessité, et ceux qui interprètent le Brexit comme le signal qu'au contraire les peuples veulent moins d'interdépendance et que l'Europe doit se limiter à un projet de coopération interétatique plus classique.

Dans de telles circonstances, la France sera-t-elle capable de jouer un rôle décisif dans le sauvetage de l'UE? Les élites françaises souhaitent amoindrir l'hégémonie allemande afin de restaurer la puissance et le prestige national d'antan, endommagés par une économie moribonde et les errements des partis politiques.

La rumeur court qu'un petit groupe d'élus et de hauts fonctionnaires

européens ont préparé un plan franco-allemand pour renforcer la coopération dans le domaine de la sécurité, y compris le contrôle des frontières et la lutte contre le terrorisme. Un tel plan pourrait certes réunir les 27 États membres, mais cela suffirait-il à relancer l'UE? Encore faudrait-il qu'un tour de force politique permette d'éviter que ce projet ne se résume à la construction d'une forteresse européenne, donnant l'illusion aux citoyens apeurés qu'il échappent à la dure réalité du monde et nourrissant les inquiétudes liées aux amalgames entre réfugiés, demandeurs d'asile, migrants économiques, musulmans et terroristes.

Qu'il provienne d'une France volontariste, d'une nouvelle rela-

tion franco-allemande ou bien de regroupements innovants, un nouveau leadership européen fait cruellement défaut. Tout ce qui ressemble de près ou de loin au statu quo n'est plus une option, au risque de faire le jeu de ceux qui désirent la fin de l'Union. Deux choses sont désormais certaines: d'une part, si l'UE ne se réforme pas en profondeur et ne trouve pas une sortie de crise aux travers de projets ambitieux, elle ne survivra pas; d'autre part, un référendum en France promet d'être tout aussi houleux, mesquin et imprévisible que celui qu'a connu la Grande-Bretagne.



Retrouvez l'article complet sur [www.progressivepost.eu](http://www.progressivepost.eu)

# APRÈS LE BREXIT, UN PAYS DIVISÉ

Par Uta Staiger

Les leçons à tirer de la décision des Britanniques de quitter l'Union européenne (UE) sont nombreuses. Certaines risquent de nous mettre mal à l'aise et, pourtant, elles doivent être entendues, dans l'intérêt du Royaume-Uni comme dans celui de l'UE.

**L**a décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne (UE) a suscité autant d'effroi que de perplexité.

Pourtant, les causes de cette rupture sont nombreuses – et évidentes. Par exemple, une nation insulaire qui a toujours douté du partage des souverainetés ; des médias qui ont, pendant des décennies, vigoureusement et souvent injustement pointé du doigt l'intégration européenne ; une préférence de longue date pour le libéralisme économique, en contradiction avec les ambitions régulatrices de l'UE ; un attachement émotionnel à l'Alliance atlantique et au Commonwealth ; ou encore une campagne référendaire malsaine au sein de laquelle

les uns ont été incapables de faire l'éloge de leur camp, voire même d'expliquer les raisons d'y appartenir, pendant que les autres proféraient des mensonges. Ce n'est pas tout : le référendum a mis à nu la profonde division du pays. Avec des inégalités parmi les plus importantes en Europe, les régions qui forment le Royaume-Uni n'ont pas toutes bénéficié des avantages d'appartenir à l'UE. Misère sociale, insécurité de l'emploi, baisse des salaires et faibles niveaux d'instruction sont le lot de la Grande-Bretagne hors de sa capitale. Dans ces territoires, les flux d'immigration sont perçus comme une menace – et peu importe l'impact positif qu'ils ont sur le PIB national. Ajoutez à cela un sentiment d'aliénation politique

entretenu par un système électoral qui désavantage les petits partis et vous avez la recette d'un désastre politique programmé pour l'establishment, et ce même si l'électorat qui a voté pour la sortie de l'UE était composé d'une grande partie de l'élite politique.

Une intensité émotionnelle rarement vue dans une campagne électorale a servi à exacerber les divisions. Du dépit des électeurs du *Remain* aux cris de joie des partisans du *Leave*, en passant par une augmentation des actes xénophobes, les oppositions n'ont cessé de croître depuis la matinée du 24 juin 2016. Cela s'explique en partie par la nature grossière et belligère de la pratique référendaire. Par définition, le choix binaire laisse peu de place à la complexité

et, comme c'est le cas dans la plupart des consultations de ce type, la campagne s'est jouée sur des problématiques nationales de second plan, plus que sur le sujet de fond. Une chose est certaine : dans le doute, les électeurs ont tourné le dos au statu quo.

Il est vrai que le référendum a mobilisé des franges entières de la population qui s'étaient jusqu'alors désengagées de la politique, à tel point que des semaines après le vote, le Brexit est encore sur toutes les lèvres. Ce fait est sans précédent et ne peut être ignoré. Si le choix de la sortie de l'UE est bien l'expression d'une révolte populaire, toute tentative de contournement, que ce soit à travers un second référendum ou un vote parlementaire, constituerait une erreur monumentale. Cela anéantirait ce qu'il reste de confiance dans le système politique et cristalliserait les divisions sociales au lieu d'inciter à les surmonter. Évidemment, un second vote qui concernerait l'accord final



■ LONDRES, GRANDE-BRETAGNE - Des milliers de protestants manifestent contre le résultat du Brexit à Londres.

entre Londres et Bruxelles pourrait être envisagé, en particulier si les propositions issues des négociations ne reflètent pas les volontés de la majorité des électeurs. Mais l'Europe ne devrait pas se faire d'illusion.

Le gouvernement britannique ainsi que les 27 membres de l'UE devraient plutôt prendre note. L'issue de cette consultation est un avertissement lancé à des pratiques politiciennes dépassées. Premièrement, ignorer les inégalités, le sentiment d'aliénation et la colère populaire qui se répandent se fera à nos risques et périls. À ce titre, le nouveau cabinet de Theresa May risque de rencontrer des difficultés à réconcilier les libéraux, qui aspirent à un commerce global et dérégulé, et ceux qui souhaitent maîtriser les conséquences socio-économiques de la mondialisation. C'est d'ailleurs

toute l'Europe, au-delà des divisions idéologiques entre la gauche et la droite, qui doit s'attaquer au mécontentement social dont le délitement de l'État-providence d'après-guerre est la source. Deuxièmement, et en lien avec ces crispations, le fossé grandissant entre les groupes d'intérêts et ceux censés les représenter fragilise l'équilibre politique, avec des manifestations différentes d'un pays à l'autre. Le populisme pourrait mettre les gouvernements centristes au pied du mur. Le manque de confiance dans les élus ainsi que la remise en cause, d'une part, des décisions qu'ils prennent en notre nom et, d'autre part, du processus décisionnel lui-même, conduisent à une crise de la démocratie représentative. Troisièmement, tout cela a des conséquences pour l'UE dans son ensemble. La confiance des ci-

toyens dans la légitimité de l'Union et dans sa capacité à agir est à un niveau historiquement bas. Les États membres vont devoir coordonner les politiques européennes dans des contextes nationaux désenchantés. Si nous restons aussi peu enclins à pousser l'intégration, nous nous dirigerons vers une Union intergouvernementale au sein de laquelle les États membres, et non la Commission ou le Parlement européens, décideront des priorités politiques.

Le Brexit n'entraînera pas la fin de l'UE, ni d'ailleurs celle du Royaume-Uni. Si le référendum a servi d'exutoire, il n'est pas la racine des multiples maux qui rongent l'Europe. Mais, des deux côtés de la Manche, les institutions seront forcées de justifier leur raison d'être et leur *modus operandi*. Cela pourrait lancer une nouvelle



> AUTEURE

Uta Staiger est la directrice exécutive de l'Institut européen à l'University College of London.

**JOURNEY INTO THE UNKNOWN...**

\* Hourra, on a gagné!

# UNE NOUVELLE RELATION UNION EUROPÉENNE-ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE APRÈS LE BREXIT ?

Par Nat O'Connor

Il est difficile d'imaginer ce à quoi pourrait ressembler l'accord « parfait » qui permettrait au Royaume-Uni de bénéficier d'une relation commerciale stable, amicale et mutuellement bénéfique avec l'Union européenne (UE). Il vaudrait mieux envisager un processus continu plutôt qu'un accord définitif ou un traité. Une nouvelle relation entre l'Association européenne de libre-échange (AELE) et l'UE pourrait faire office de première en étant fondée sur un dialogue permanent et respectueux quant à la meilleure façon d'organiser le commerce avec les voisins de l'Union. Certes, cela revient nécessairement à renforcer l'AELE, mais, bien pensé, un tel processus permettrait à l'UE de se doter d'un outil précieux pour commercer et coopérer avec les pays frontaliers.



> AUTEUR

**Nat O'Connor** est professeur en politique publique et management public à l'université de l'Ulster, en Irlande du Nord.

cela pourrait restreindre le droit des Irlandais à travailler au Royaume-Uni, pourtant considéré comme un acquis dans le cadre de la Zone commune de voyage depuis l'indépendance de l'Irlande.

Une fois passé le choc du vote britannique, la relation UE – Grande-Bretagne pourrait prendre l'une des quatre formes suivantes, dont la plupart sont conçues comme des accords ou règlements qui résulteraient d'années de négociations : **1** - l'option AELE-Espace économique européen (EEE) ; **2** - l'option OMC ; **3** - le maintien dans l'UE, avec ou sans dispositions avantageuses concédées au Royaume-Uni ; **4** - une forme d'arrangement où la Grande-Bretagne continuerait à commercer librement avec l'UE tout en bénéficiant de concessions particulières. La quatrième option est inconcevable, l'UE n'allant pas accorder au Royaume-Uni tous les bénéfices dont jouissent les États membres sans y ajouter la plupart des obligations ainsi qu'une partie des coûts qui vont avec.

La troisième option démontre la difficulté de certains à accepter le résultat du référendum. La Grande-Bretagne serait certainement autorisée – et même encouragée par certains – à rester dans l'UE, mais les blessures irréversibles causées par le Brexit prendront des années à cicatriser, d'autant que le mécontentement de tant de gens, particulièrement dans les régions les plus pauvres du royaume, a été révélé au grand jour. Quoi qu'il advienne, la Grande-Bretagne et l'UE doivent admettre l'impérieuse nécessité de politiques sociales afin de remédier aux inégalités qui ont été mises en évidence.

La seconde option serait terrible pour l'Irlande, car tout commerce avec le pays frère serait soumis à

des tarifs douaniers sans aucune exception possible pour elle, l'UE fonctionnant comme un bloc sur ces questions. Cette option ne serait guère plus avantageuse pour le Royaume-Uni du fait de sa dépendance économique aux échanges commerciaux libres avec l'UE. La première option est donc celle explorée ici : elle envisagerait une réintégration de la Grande-Bretagne à l'Association européenne de libre-échange et la possibilité de commercer avec l'UE dans le cadre de l'Espace économique européen. Plusieurs scénarios sont alors possibles.

Dans le scénario 1.1, le modèle « Norvège » verrait le Royaume-Uni rejoindre l'EEE et commercer de la même manière que le font la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein. Cependant, il serait contraint d'accepter la libre circulation des personnes et de mettre en œuvre les règles de l'UE sans avoir un siège à la table des négociations lorsque les États membres les fixent. C'est incontestablement pire que l'appartenance à l'Union pour ceux qui ont voté pour la quitter.

Dans le scénario 1.2, le modèle « Suisse » verrait le Royaume-Uni devenir membre de l'AELE tout en restant hors de l'EEE. Un arrangement commercial assez semblable serait alors mis en place avec quelques clauses dérogatoires et des exceptions. Toutefois, et comme pour faire barrage à cette option, de récents signaux suggèrent que la Suisse devra accepter la libre circulation des personnes si elle souhaite conserver son libre accès au marché commun.

Malgré tout, une sorte d'arrangement hybride dans le cadre de l'AELE – que l'on appellera scénario 1.3 – sous la forme d'un compromis unique entre le Royaume-Uni et l'UE semble être la solution la plus

plausible. Cela ne signifie cependant pas qu'il s'agit de la meilleure. Après avoir présenté ces différents scénarios, il faut bien se rendre compte que l'attention portée à la recherche d'un accord – si tant est qu'un tel accord puisse voir le jour – ne permettra pas de résoudre la crise actuelle. Au vu des profondes divisions sociales qui sont apparues, un vrai changement doit s'opérer en Grande-Bretagne. L'UE aussi doit se réformer tant les mêmes disparités socio-économiques se rencontrent partout sur le continent, nourrissant les projets politiques nationalistes qui menacent son avenir. Les deux parties doivent changer pour de multiples raisons. D'ailleurs, comment peut-on espérer actuellement un accord viable entre ces deux véritables bombes à retardement ? Même dans l'éventualité où un tel casse-tête institutionnel verrait le jour – et cela prendrait des années, des événements futurs pourraient bousculer les politiques nationales et mettre à mal tout accord commercial supranational.

**L** Royaume-Uni est aujourd'hui encore membre de l'Union européenne (UE) et il est fort probable qu'il entretiendra toujours une relation de travail étroite et bienveillante avec l'Union après sa sortie. D'ailleurs, l'Irlande a certainement tout intérêt à user de son influence au sein de l'UE en ce sens. Cela dit, les détails de cet arrangement à venir restent incertains et la sortie complète du Royaume-Uni dans quelque temps est source d'inquiétude – car elle pourrait signifier un retour aux règles de base de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et aux tarifs de douane avec l'UE. Or,



Accédez à l'article complet sur [www.progressivepost.eu](http://www.progressivepost.eu)

# UNE OPPORTUNITÉ DE REPENSER NOS PRIORITÉS POUR L'EUROPE

Par Víctor Negrescu

On s'en souvient comme si c'était hier : ce moment où les derniers votes étaient comptés, confirmant que le camp du Leave sortait vainqueur du référendum britannique. On s'en souvient d'autant plus que peu avaient osé imaginer l'impact institutionnel, politique, économique et émotionnel d'un tel résultat. Ironie du sort : les événements récents ont montré que même les « Brexiters » à la tête de la campagne pour la sortie de l'Union européenne (UE) se sont laissés surprendre par la confusion totale qui a suivi le vote. La prise de conscience douloureuse que la Grande-Bretagne va quitter l'UE ne s'efface pas car, d'une part, il est impossible d'imaginer ce que serait l'histoire et la culture européennes sans la contribution du Royaume-Uni et, d'autre part, parce que l'avenir de nos sociétés ne peut être construit qu'ensemble.

**R**este qu'il est regrettable qu'un calcul politique en réponse à une guerre intestine et des désaccords économiques ait fini par transformer les immigrés en boucs émissaires de la misère et de la souffrance sociales. Il apparaît pourtant clairement que ce sont les modèles économiques d'austérité et de néolibéralisme qui sont, pour beaucoup de citoyens britanniques et européens, responsables de ces phénomènes. À première vue, le futur semble s'être assombri pour tout le monde.

Pour l'observateur informé, il ne fait aucun doute que la Grande-Bretagne ne saurait connaître une aussi grande prospérité hors de l'Union européenne (UE). Les négociateurs chargés de la sortie devront naviguer dans les eaux troubles de la diplomatie, de l'expertise économique et des obstinations tous azimuts. L'échéance de deux ans à laquelle on a beaucoup fait référence apparaît bien optimiste.

Pendant ce temps, je ne peux oublier que des millions d'Européens ont vu leur destin mis entre parenthèses. Je suis à ce titre très déçu par les déclarations lâches et trompeuses de certains diri-

geants britanniques. Car ils sont des millions, ces hommes et ces femmes originaires de toutes les nations européennes, à travailler et à contribuer à la prospérité du Royaume-Uni, et leur avenir est désormais bien incertain. En l'occurrence, beaucoup d'entre eux sont roumains.

Dans mon rôle de député européen, en tant que social-démocrate et citoyen de l'UE, je ferai tout mon possible pour assurer que les droits de ces gens, qui ne sont en rien responsables de cette campagne hystérique, seront respectés, quel que soit l'arrangement politique et institutionnel qui émergera de la sortie du Royaume-Uni de l'Union.



■ LONDRES, GRANDE-BRETAGNE - Selon un sondage YouGov, 75 % des 18-24 ans ont voté pour rester dans l'Union européenne.

Cela dit, je suis persuadé qu'en dépit des jours sombres que nous avons traversés, il y a des raisons d'espérer et d'être optimiste pour l'avenir – si tant est que nous retenions la leçon. L'histoire de la construction européenne n'est pas un long fleuve tranquille, uniquement parsemé de victoires, de réussites et de progrès. Cependant, s'il y a eu des reculs, s'il y a toujours eu des crises, à chaque étape, le projet européen en est ressorti plus fort et plus sûr de sa mission. Certes, cette première rupture entre un pays membre et notre communauté nous fait l'effet d'un choc comparable au retrait de la France du commandement intégré de l'Otan à l'apogée de la guerre froide, mais il s'agit de voir cette situation comme une opportunité. Il ne faudra pas réclamer

bêtement plus ou moins d'Europe, mais bien construire des politiques et des programmes qui soient non seulement transparents, mais aussi efficaces. Nous devons réellement les mettre en œuvre afin de convaincre les citoyens européens que l'Union tient ses promesses. Voilà une chance pour tous les États membres de repenser les priorités qui inspirent leurs politiques. Voilà une occasion pour les institutions de l'UE de comprendre que les citoyens les trouvent opaques et éloignées de leurs préoccupations de tous les jours. Voilà un moment pour toute la classe dirigeante – nationale et européenne – de reconnaître son échec et d'apporter de vraies solutions aux attentes des peuples. Les mêmes inégalités et manques de perspective se font ressentir à

travers toute l'Union. Certes, une infirmière, un ouvrier du bâtiment ou un étudiant en Roumanie ou en Pologne ne pensent pas avoir accès aux mêmes opportunités que leurs homologues en France ou au Royaume-Uni, mais les résultats du référendum britannique nous ont montré qu'un habitant du Yorkshire se sent tout aussi désavantagé face à un Londonien. Or, l'un des objectifs de l'Union européenne est de promouvoir la solidarité et la cohésion économique à travers tous ses territoires, améliorant ainsi l'économie et la qualité de vie pour tous. Voilà ce à quoi nous devrions aspirer. Malheureusement, j'ai bien peur qu'encourager une Europe à deux vitesses nous éloigne encore plus de cet objectif.

Accédez à l'article complet sur [www.progressivepost.eu](http://www.progressivepost.eu)



#### > AUTEUR

**Víctor Negrescu** est député roumain au Parlement européen et membre du S&D.



l LONDRES, GRANDE-BRETAGNE - Des citoyens britanniques manifestent à Trafalgar Square contre les résultats du référendum.

# ÉLIMINONS LA PEUR QUI RONGE LE BOUCLIER PROTECTEUR QUE FORMENT LA SOLIDARITÉ ET LA COOPÉRATION

Par Filippo Taddei

La décision des électeurs britanniques de quitter l'Union européenne va considérablement modifier le contexte actuel. Dans les prochaines années, le Brexit affectera plus l'identité politique et culturelle de l'Union que son économie alors que, pour la société britannique, ce sera exactement l'inverse.

économique et politique à l'œuvre entre les États membres.

De toute évidence, l'opinion britannique s'était formée bien avant le référendum et, à mon avis, elle a constitué l'obstacle le plus fort à l'influence de la Grande-Bretagne au sein des institutions européennes. Or, les trop rares fois où cette empreinte s'est dessinée, et quand cela ne résultait pas de calculs égoïstes, c'était pour pousser l'Union européenne (UE) vers une société plus ouverte. Si cette croyance britannique en l'ouverture a récemment vacillé, c'est bien l'engagement européen dans une telle direction qui pourrait s'en trouver affaibli. Voilà le risque majeur du vote britannique et, derrière, ce que les socialistes et démocrates européens plus que les autres doivent éliminer, c'est la peur. Cette peur qui ronge le bouclier protecteur que forment la solidarité et la coopération.

Le défi pour l'Europe est dès lors très clair : faire de l'échec que représente le Brexit une « occasion de recommencer plus intelligemment », pour paraphraser Henry Ford. Pour ce faire, l'intégration européenne doit répondre à deux questions. La première : comment faire en sorte que les institutions et gouvernements européens soient plus efficaces dans leur réponse aux problèmes systémiques dès leur apparition ? La deuxième : comment faire en sorte que chaque citoyen européen, et plus seulement ceux qui gouvernent, se sente investi d'une responsabilité politique dans le choix de ces réponses ?

De notre capacité à améliorer la coordination et la coopération entre les gouvernements européens qui font partie de la zone euro dépendra la réponse à ces questions. Nous semblons faire

comme si l'adoption de l'euro était un progrès politique réversible. Il est vain de remettre en cause la cohérence et la pertinence du processus qui nous a menés jusqu'ici. Nous n'avons plus le luxe d'attendre et devons rapidement présenter des solutions européennes à cette récession systémique. Dans la gestion de la crise financière de 2008-2009, qui a mené à la crise économique de 2011, ce n'était pas d'idées dont l'Europe a manqué, mais bien de détermination et de coordination. Les instances européennes comme les gouvernements nationaux ont fini par adopter des réponses efficaces : de l'assouplissement quantitatif à la myriade de réformes structurelles, dont beaucoup continuent à être mises en œuvre, le problème a toujours été le délai nécessaire à la prise de décisions plus que la nature de ces dernières. Le retard avec lequel ces solutions ont été mises en place a eu pour effet

d'en réduire leur efficacité, a freiné la reprise économique et a entravé la création d'emplois. Le chômage signe donc l'échec de la promesse européenne. Certains Européens proposent de réagir en adoptant de nouvelles règles. Après tout, ces règles sont des outils d'organisation et, si le problème réside effectivement dans la lenteur de la coordination entre les États membres, elles pourraient permettre de raccourcir les délais de réponse aux crises. Il y a une certaine logique dans cette approche, mais elle rencontre un problème de taille : le système institutionnel européen.

*« L'instabilité provoquée par le Brexit nous offre une chance – peut-être la dernière – de contrer la régression de la politique européenne. N'oublions pas que l'une des premières promesses de l'UE n'était pas seulement la paix, mais bien la paix comme préalable à la prospérité. »*



**> AUTEUR**

**Filippo Taddei** est le secrétaire à l'économie et à l'emploi du Parti démocrate en Italie.

Ce dernier est conçu pour gérer l'intégration pendant les périodes de stabilité politique. Il est en revanche très mal équipé pour faire face aux chocs et aux crises systémiques. Or, à un moment où une réponse politique coordonnée est nécessaire, il serait maladroit d'exiger l'application rigide de règles inadaptées à la situation que nous traversons.

La paix et la prospérité ont été assurées jusqu'à la révolution technologique du début des années 1990. Cette révolution a remis en cause les bases du modèle socio-économique du continent. La crise économique récente n'a été qu'un rappel de notre incapacité à nous adapter à cette ère nouvelle, il nous appartient donc de surmonter les problèmes qui menacent l'intégration européenne. Le référendum britannique est, finalement, un avertissement.

**S**elon moi, la raison est à la fois simple et évidente. Le projet de construction européenne est bâti sur l'hypothèse suivante : l'intégration économique est le moteur de l'intégration politique et la pièce centrale de la première est l'union monétaire. Par conséquent, les pays tels le Royaume-Uni qui ont toujours été déterminés à rester hors de l'union monétaire ont de facto renoncé à la possibilité de jouer un rôle majeur dans l'intégration



I LONDRES, GRANDE-BRETAGNE - Sur des pancartes, des étudiants expriment leurs inquiétudes pour l'avenir devant le Parlement britannique.

*\* Vous nous avez volé notre futur*

# RÉFLEXIONS SUR LE BREXIT IMPLICATIONS POUR LE FUTUR DE L'EUROPE

Par Jernej Pikalo

Le résultat du vote britannique sur son appartenance à l'Union européenne est aussi regrettable qu'inquiétant. Il en a d'ailleurs surpris plus d'un. Il a confirmé, d'une part, la portée des argumentaires national-populistes et, d'autre part, a révélé l'incapacité des élites politiques européennes à leur faire face et à réformer les structures démocratiques du système communautaire. Il a aussi montré que le clivage historique gauche-droite a laissé place au clivage système anti-système, qui n'a toutefois rien de nouveau.

bref, c'est un mélange toxique entre le nationalisme et le besoin de certitude et de sécurité qui a poussé tant de gens à voter pour le Brexit. Les Européens sont de plus en plus inquiets pour leur avenir, qui apparaît toujours plus incertain sans que l'Europe ne parvienne à être porteuse d'espoir et de prospérité comme elle le fut dans la dernière moitié de siècle. Le fait est qu'après la crise économique de la dernière décennie et les mesures néolibérales appliquées par les gouvernements nationaux et les institutions européennes, les gens se sont retrouvés démunis, et cela les effraie. Ils n'ont plus confiance en la politique telle qu'elle est faite aujourd'hui, tant ils ont vu les partis au pouvoir prendre des mesures dans l'intérêt du grand capital et contre leur propre électorat. Cela se traduit par un vide politique où les citoyens ne savent plus vers qui se tourner dans les périodes difficiles. Les partis sociaux-démocrates autrefois si aptes à apporter des réponses dans des situations semblables ont été incapables, lors de la dernière décennie, de proposer des arguments convaincants pour apporter des solutions à ce sentiment de perte de sécurité. Il s'agit non seulement de la sécurité physique, mais, dans un sens plus large, sociale, humaine ; en somme, la certitude que l'avenir sera meilleur. Alors que la droite a su répondre à ce besoin des citoyens en mettant l'accent sur la sécurité physique à travers, entre autres, le respect de l'ordre et du droit (par exemple en fermant les frontières et en imposant des

restrictions sur la circulation des personnes), la gauche a eu des difficultés à se positionner. C'est l'une des raisons pour lesquelles le populisme, avec sa lecture simpliste et ses solutions grossières, galvanise autant les foules en Europe. Le Brexit a montré que l'UE a grand besoin de repenser non seulement la manière dont elle fait de la politique, mais également son contenu et son architecture institutionnelle. Pour les États à sa périphérie autant qu'en son centre, l'UE est synonyme de bien plus qu'une simple superstructure ajoutée aux politiques nationales. Elle apporte de la valeur ajoutée ainsi que des solutions politiques, économiques et culturelles innovantes qui enrichissent la vie des gens à un niveau que les mesures nationales ne peuvent atteindre seules. Or aujourd'hui, l'UE est de plus en plus perçue comme la seconde option après les politiques nationales.

*« Aussi étrange que cela puisse paraître, à l'ère de la mondialisation, le sentiment national d'être seul face aux problèmes a dépassé le sentiment supranational d'une communauté de destins ». Les populistes réclament la renationalisation des pouvoirs de l'UE afin de défendre les « leurs » (dont les immigrés ne font bien entendu pas partie). C'est pourquoi, l'une des priorités pour l'UE est de renouveler l'attractivité et la confiance en ses politiques. »*

À une époque où les citoyens se sentent étrangers à la politique nationale comme à celle de Bruxelles, cette tâche représente une étape importante dans la construction d'une nouvelle structure européenne.

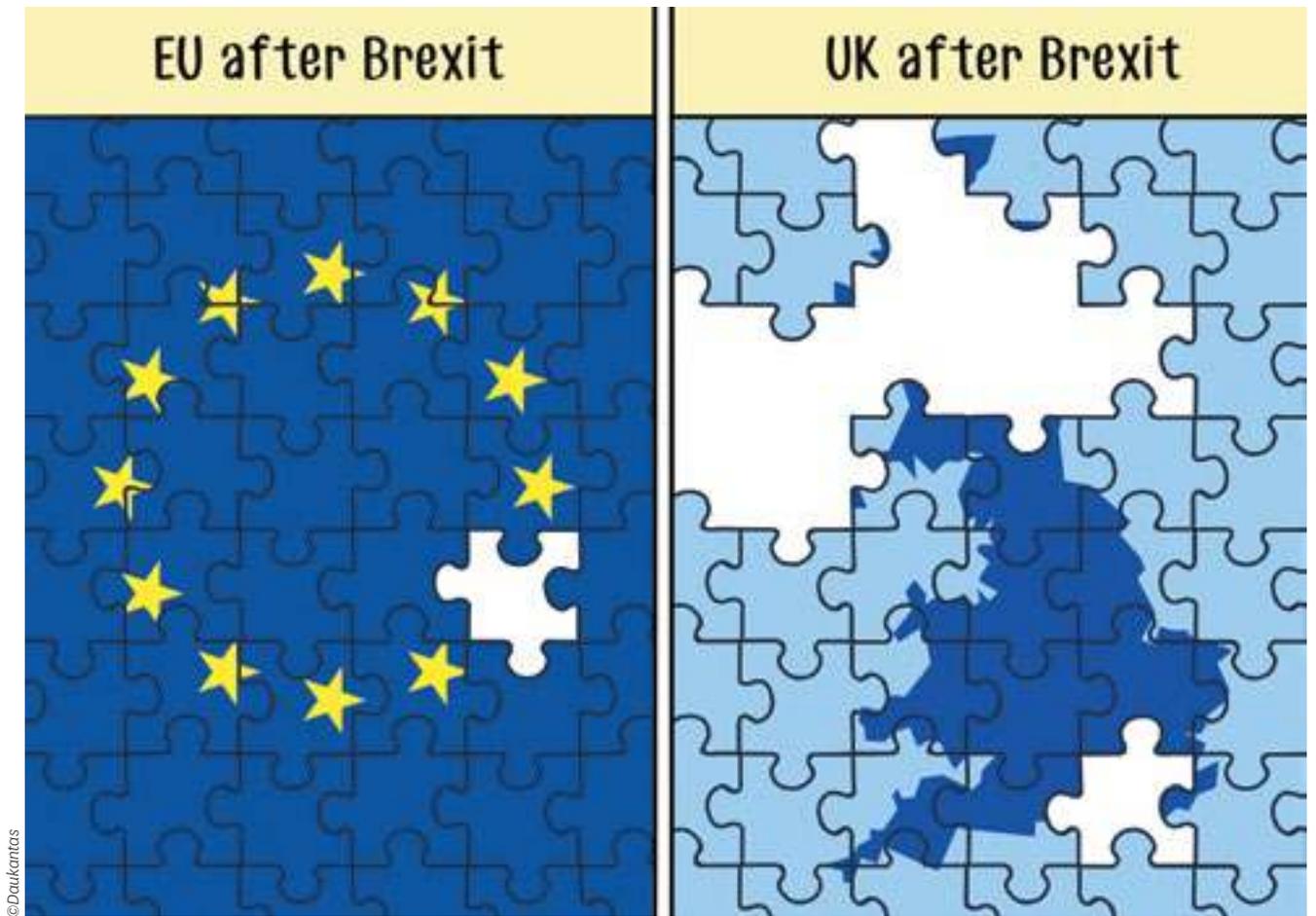
Pour des États comme la Slovaquie, il est d'importance stratégique de rester au cœur du projet européen. Une des conséquences les moins désirables du Brexit et de

la restructuration de l'UE serait celle d'une Union à « plusieurs vitesses », à « plusieurs centres concentriques », du « cœur et de la périphérie », etc. De telles solutions s'ajouteraient aux différences qui existent déjà et desserviraient la cohésion européenne au point où certains se sentiraient citoyens de seconde zone et désavantagés. Les leaders politiques slovaques ont tout de suite réagi au Brexit en insistant sur le besoin d'une Europe plus forte et où le renforcement des relations s'appliquerait à toutes les régions et à tous les échelons. Reste à voir si l'avenir de l'UE est celui d'une « Union plus étroite » (c'est-à-dire à tous les niveaux) ou celui d'une « meilleure Union » (plus efficace dans la même structure institutionnelle). Pour le moment, ce dont elle a besoin c'est d'une nouvelle vision, de la restauration de la confiance de ses citoyens et d'un cadre institutionnel à même de mieux répondre aux défis soulevés par la vie démocratique du XXI<sup>e</sup> siècle.

La politique en Europe est en pleine restructuration sous l'influence des forces populistes situées aux deux extrémités du spectre politique. De gauche comme de droite, leurs idées, si elles sont différentes, se nourrissent du même sentiment anti-système et d'un discours de dépolitisation. Les citoyens britanniques ont montré qu'ils ne faisaient pas confiance dans la capacité de leur élite, à Westminster comme à Bruxelles, à faire face à la plus grande menace supposée pour leur gagne-pain : les immigrés. Ils accusent ces derniers de voler « leurs » emplois, « leur » sécurité sociale et « leur » style de vie. Plusieurs enquêtes post-Brexit ont montré que ceux qui ont voté en faveur d'une sortie de l'Union européenne (UE) n'ont pas été convaincus par les arguments présentés par le camp du Remain, mais bien persuadés par l'hostilité à l'intégration européenne et la rhétorique anti-immigrés. L'idée d'un retour à la souveraineté nationale a également beaucoup séduit. En



**> AUTEUR**  
Jernej Pikalo est professeur à l'université de Ljubljana en Slovaquie.



# LE BREXIT, UNE OPPORTUNITÉ POUR RÉFORMER LA POLITIQUE COMMUNE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

Par Arne Lietz

**A** première vue, il est évident que le résultat du Brexit affaiblit l'Union européenne (UE) dans sa dimension internationale. Le Royaume-Uni est un acteur incontournable de la politique étrangère de l'UE par sa taille, son économie et sa puissance militaire. Il a également servi de manière constructive à réduire le fossé transatlantique entre l'Amérique du Nord et l'Europe. En tant que membre du Conseil de sécurité des Nations unies, il peut parler au nom de l'UE à l'ONU. Qui plus est, le Royaume-Uni est une force progressiste dans la diplomatie climatique et dans le domaine du développement: il est le seul pays au monde à avoir introduit une loi qui l'engage à contribuer à l'aide au développement à hauteur de 0,7 % de son RNB, ce qui fait de lui le deuxième plus grand donateur après les États-Unis.

Toutefois, le Brexit rend désormais possible une réforme de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). C'est donc une opportunité pour renforcer l'UE dans son rôle d'acteur au sein des affaires internationales. En effet, ce sont dans ces domaines que le gouvernement britannique a constamment bloqué par le passé toute initiative visant à plus d'intégration. Dans l'espoir de convaincre les Britanniques de rester dans l'Union, le désormais ancien Pre-

mier ministre du Royaume-Uni David Cameron avait fait savoir son opposition à une politique étrangère européenne volontariste à l'issue d'un nouvel accord avec l'UE. Nous avons inscrit une fois pour toutes dans le droit international que la sécurité nationale de la Grande-Bretagne est de la seule responsabilité du gouvernement britannique – ainsi, nous ne ferons jamais partie d'une armée européenne. Plusieurs documents et dossiers stratégiques que je vais présenter ci-dessous explorent les conséquences possibles du Brexit sur la politique de sécurité et de défense de l'UE.

#### ► FEU VERT À UNE POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE EUROPÉENNE INTÉGRÉE

Quelques jours à peine après le référendum, la Haute-Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a présenté une « Stratégie globale » aux chefs d'États et de gouvernements de l'UE. Le document constitue la réponse de Federica Mogherini à la « crise existentielle de l'UE ». La décision des citoyens britanniques de quitter l'Union n'a pas permis de résoudre nos problèmes, mais elle donne à l'UE l'occasion de réformer la PESC et la PSDC. Ainsi, la Haute-Représentante appelle à une « Union forte (...) qui pense de manière stratégique et agit à travers une vision et des décisions communes ». Les États membres qui s'étaient jusqu'à présent cachés derrière le Royaume-Uni, ou qui s'étaient alignés sur lui, doivent désormais clarifier leur position.

*« Dans leur choix, ils devront prendre en compte le fait que les citoyens européens sont largement en faveur d'une politique étrangère exclusive-ment communautaire. Selon une enquête Eurobaromètre de juin 2016, la moitié d'entre eux souhaiteraient que l'UE intervienne plus qu'elle ne le fait actuellement et 66 % sont en faveur d'un rôle plus affirmé de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la défense. »*

Par conséquent, nous devrions profiter de la sortie de la Grande-Bretagne pour réformer et renforcer la Politique de sécurité et de défense commune.

#### ► PROPOSITIONS CONCRÈTES POUR RÉFORMER LA PESC ET LA PSDC

Dans une tribune commune intitulée « Refonder l'Europe », le président du Parlement européen Martin Schulz et le président du Parti social-démocrate allemand (SPD) Sigmar Gabriel ont appelé à une politique étrangère européenne plus marquée. Une déclaration similaire des ministres des Affaires étrangères allemand et français Frank-Walter Steinmeier et Jean-Marc Ayrault, intitulée « Une Europe forte dans un monde incertain » va dans la même direction, offrant ainsi de nombreux exemples concrets permettant d'illustrer ce à quoi une PESC et une PSDC réformées ressembleraient. Ainsi, Steinmeier et Ayrault proposent que l'UE développe une analyse commune de son environnement stratégique et une compréhension concertée de ses intérêts sécuritaires tout en reconnaissant que différents niveaux d'ambition existent parmi les États membres. Dans cette optique, les pays plus ambitieux devraient être libres de développer une politique étrangère encore plus intégrée et à même d'utiliser tous les moyens à leur portée.



**> AUTEUR**  
**Arne Lietz** est allemand et membre du Parlement européen. Il appartient au groupe S&D.

#### ► CONSÉQUENCES INSTITUTIONNELLES

Les propositions de réforme citées jusqu'ici devraient s'accompagner d'un renforcement institutionnel de la PESC et de la PSDC. Je soutiens la proposition des ministres des Affaires étrangères allemand et français suggérant que le Conseil européen et le Conseil des ministres se saisissent exclusivement des problématiques de sécurité et de défense au moins deux fois par an. Si cette suggestion a déjà été faite par le SPD dans le passé, je crois qu'il est logique de remettre cette idée sur la table après le Brexit.

Pour que le Parlement européen puisse bénéficier de ces évolutions, de nouveaux traités sont nécessaires, supposant l'accord de tous les États membres. Il n'est pas certain que la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE permette un tel consensus, mais le Brexit devrait au moins affaiblir le groupe de pays qui ont fait front contre tout renforcement de la PESC jusqu'à présent.



Retrouvez l'article complet sur [www.progressivepost.eu](http://www.progressivepost.eu)

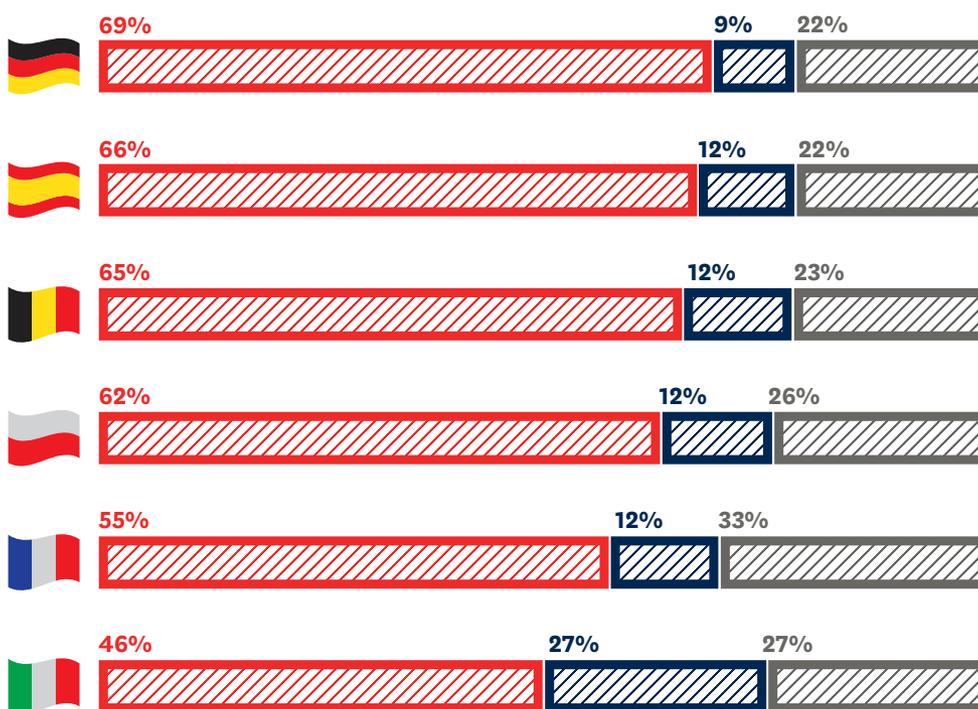
# LES EUROPÉENS ET LE BREXIT : SONDAGE EXCLUSIF

Sondage effectué par la Fondation européennes d'études progressistes et la Fondation Jean-Jaurès.



Le 23 janvier 2013, le Premier ministre britannique David Cameron faisait sensation en annonçant que le Royaume-Uni organiserait un référendum sur son appartenance à l'Union européenne (UE). Cette annonce a été suivie d'effets le 23 juin dernier et, avec presque 52 % des votes, le camp du Leave a gagné la bataille. Les Britanniques ont décidé de quitter l'UE. Cette situation est sans précédent et ses conséquences sont encore incertaines. À travers l'Europe, les médias, les experts et les politiciens de tous bords s'inquiètent des retombées potentielles de cette sortie, aussi bien économiques, géopolitiques qu'institutionnelles. Si l'on peut dire que le Brexit a fortement intéressé les dirigeants européens, il en est allé de même pour tous les citoyens en Europe.

PENSEZ-VOUS QUE DANS LES PROCHAINS MOIS ET LES PROCHAINES ANNÉES, L'ÉCONOMIE BRITANNIQUE... ?



Résultats de juillet 2016, % de l'échantillon

Qu'elles ont été leur réaction ? À l'aide d'une série d'enquêtes d'opinion, Jérôme Fourquet en fait le résumé dans son article « Les Européens et le Brexit ». Pour commencer, il remarque

 Va être affaiblie par cette décision de quitter l'UE

 Va être dynamisée par cette décision de quitter l'UE

 Ne sera ni dynamisée ni affaiblie par cette décision de quitter l'UE

que l'opinion publique en Europe est « très contrastée » et il attribue cette situation à l'incertitude qui subsiste. Il observe que dans les pays où le sentiment pro-européen est très partagé (en Allemagne par exemple), la principale réaction a été l'incompréhension. À l'inverse, dans les pays plus eurosceptiques et dans ceux où l'économie est fragile (comme en France), le sentiment prédominant a été la compréhension. Ailleurs, le Brexit a été principalement source d'inquiétudes.

Quant à l'impact du Brexit sur l'économie britannique, la vaste majorité des Européens reste sceptique. Ils craignent que cette décision n'affaiblisse le Royaume-Uni. Selon Fourquet, les « patriotes ont [par conséquent] perdu la bataille pour l'opinion publique ». Curieusement, la victoire du camp du Leave a permis à beaucoup d'autres personnes de comprendre les avantages de l'appartenance à l'UE. Ainsi, 80 % des Allemands et 70 % des Français voient leur appartenance à l'UE d'un bon œil, alors qu'ils n'étaient respectivement que 62 % et 57 % il y a deux ans. Tous les partis politiques connaissent ce phénomène (y compris l'Alternative für Deutschland), à exception du Front national en France. L'opinion publique italienne semble néanmoins faire exception. Fourquet explique cela par la crise des migrants – laquelle affecte l'Italie plus que les autres pays membres – et aux concessions budgétaires faites à Bruxelles dans les dernières décennies.

Fourquet lie la montée générale du sentiment pro-européen à une hostilité croissante envers la tenue de référendums sur l'ap-

## VOUS SAVEZ QU'UNE MAJORITÉ DE BRITANNIQUES A VOTÉ EN FAVEUR DE LA SORTIE DU ROYAUME UNI DE L'UNION EUROPÉENNE. PERSONNELLEMENT, QU'AVEZ-VOUS RESENTI SUITE À CETTE DÉCISION DES BRITANNIQUES ?

	FRANÇAIS	ALLEMANDS	ITALIENS	ESPAGNOLS	BELGES	POLONAIS
De la compréhension	23	15	26	14	18	18
De l'incompréhension	22	45	18	20	31	19
De l'indifférence	17	9	9	17	12	16
De l'inquiétude	16	17	17	28	22	31
De l'enthousiasme	10	4	9	4	6	2
De la tristesse	8	7	14	14	8	11
De la colère	4	3	7	3	3	3

### Résultats de juillet 2016, % de l'échantillon

partenance des pays à l'UE. Par exemple, 54 % des Français et des Allemands et 70 % des Français voient leur appartenance à l'UE d'un bon œil, alors qu'ils n'étaient respectivement que 62 % et 57 % il y a deux ans. Tous les partis politiques connaissent ce phénomène (y compris l'Alternative für Deutschland), à exception du Front national en France. L'opinion publique italienne semble néanmoins faire exception. Fourquet explique cela par la crise des migrants – laquelle affecte l'Italie plus que les autres pays membres – et aux concessions budgétaires faites à Bruxelles dans les dernières décennies.

Dans ce contexte, l'opinion publique européenne semble peu encline à faire des concessions aux Britanniques. Une nette majorité d'Allemands, de Français et d'Espagnols – plus nuancée en Italie et en Belgique – attendent une réponse intransigeante aux demandes d'outre-Manche. Seule l'opinion publique polonaise est plus encline à adopter une position

conciliante envers la Grande-Bretagne (70 % veulent que l'UE soit « assez » ou « très » conciliante). Fourquet observe également que les opinions varient selon la catégorie d'âge. Les jeunes, qui sont moins enthousiasmés par l'UE que leurs aînés, sont moins intransigeants que ces derniers. De même, les familles politiques historiquement pro-européennes (comme 70 % des sympathisants de l'UDI et du MoDem en France) souhaitent que l'UE batte la mesure au cours des négociations.

Enfin, le Brexit pourrait freiner le processus d'élargissement. En 2004, 30 % des Français, 37 % des Allemands, 67 % des Italiens et 78 % des Espagnols étaient en faveur de l'entrée de la Turquie dans l'UE ; ils sont désormais respectivement 13 %, 12 %, 46 %

et 34 %. En plus de cette chute spectaculaire, l'opinion publique en Europe est très fortement opposée à l'entrée de candidats plus récents (par exemple, seuls 30 % des participants français, belges et allemands souhaitent l'entrée de l'Ukraine). La question des Balkans est plus complexe. Dans les pays fondateurs, l'opinion publique y est très hostile alors que la population en Pologne et en Espagne y est plus disposée. À la lumière de toutes ces considérations, Fourquet met en garde contre un élargissement qui irait à l'encontre de l'opinion publique (comme avec la Turquie), car la confiance des citoyens dans l'UE et ses institutions en dépend.

 Retrouvez l'analyse et l'enquête d'opinion complètes sur [www.feps-europe.eu](http://www.feps-europe.eu)

# ROBERT BIEDROŃ

Robert Biedroń bouscule les idées reçues sur la Pologne et son personnel politique. Né à Rymanów, M. Biedroń s'est engagé en politique au début des années 2000. Sa victoire aux élections parlementaires d'octobre 2011 dans le nord du pays a fait de lui le premier député ouvertement homosexuel du Sejm (chambre basse du parlement polonais). Les attaques homophobes dont il a fait l'objet tout au long de son mandat ne l'ont pas empêché de battre un nouveau record en devenant le premier maire gay de Pologne en 2014. Il a effectivement remporté la ville de Stupsk avec 57 % des voix et a quitté le Sejm pour s'y installer jusqu'à aujourd'hui.



— **Quand avez-vous commencé à vous intéresser à la politique ? Est-ce que vous y prêtiez déjà attention dans votre jeunesse ?**

**ROBERT BIEDROŃ :** Pour être franc, ce n'était pas juste la politique qui m'intéressait, mais la société et les réponses à apporter à ses problèmes. Aussi loin que je me souviens, je me suis toujours engagé à l'école et dans des causes au niveau local ; par exemple, je collectais les dons pour le système médical polonais en tant que jeune volontaire. Personne ne m'y a encouragé, j'étais juste motivé par la volonté de changer le monde et de régler les problèmes autour de moi, et c'est ainsi que je suis entré en politique. La politique a été le résultat de ces engagements. Je savais que les politiciens avaient le pouvoir et les outils pour changer le monde et j'ai compris que, si je voulais avoir un impact, je devais m'engager à mon tour. Voilà pourquoi je l'ai fait.

— **Qu'est-ce qui vous a incité à commencer une carrière en politique ?**

**RB :** Pour être franc, ce n'était pas juste la politique qui m'intéressait, mais la société et les réponses à apporter à ses problèmes. Aussi loin que je me souviens, je me suis toujours engagé à l'école et dans des causes au niveau local ; par exemple, je collectais les dons pour le système médical polonais en tant que jeune volontaire. Personne ne m'y a encouragé, j'étais juste motivé par la volonté de changer le monde et de régler les problèmes autour de moi, et c'est ainsi que je suis entré en politique. La politique a été le résultat de ces engagements. Je savais que les politiciens avaient le pouvoir et les outils pour changer le monde et j'ai compris que, si je voulais avoir un impact, je devais m'engager à mon tour. Voilà pourquoi je l'ai fait.

— **Quelle a été votre expérience en tant que membre ouvertement gay du Parlement polonais (le Sejm) ?**

**RB :** Ça s'est passé assez naturellement pour moi, car je travaillais beaucoup. Mais ça a quand même été difficile car les gens me jugeaient constamment et insinuaient que la

seule raison pour laquelle j'avais été élu au parlement c'était parce que j'étais gay. J'ai ressenti beaucoup d'injustice et j'ai dû prouver à chaque instant que j'étais non seulement capable, mais que je méritais d'être membre du Sejm. J'ai conscience que, malheureusement, cette injustice est souvent faite aux femmes qui doivent elles aussi prouver constamment leurs compétences dans la sphère politique. J'ai dû travailler bien plus que mes collègues hétérosexuels, afin de prouver que j'avais les connaissances, l'énergie, l'expérience ainsi que la volonté de l'engagement. C'est malheureusement le quotidien de nombreuses personnes qui sont marginalisées dans notre société.

— **Qu'est-ce que vous avez ressenti quand vous avez fait l'objet d'agressions homophobes à plusieurs reprises à la suite de votre élection au Sejm ?**

**RB :** Le moins que l'on puisse dire, c'est que ça n'a pas été facile. Aucun autre membre du parlement n'a été violenté ou n'a été victime d'agression physique. J'ai dû faire face non seulement au harcèlement moral et aux discours de haine, mais aux coups et

aux crachats. Ça n'a pas été une période facile, vraiment, mais je savais que je devais survivre et persévérer, surtout si je voulais que les gens s'habituent à la présence de personnes LGBTQI (Lesbienne, Gay, Bisexuel, Trans, Queer, Intersex) dans l'espace public. Si nous voulons changer l'état d'esprit des gens, il faut qu'ils nous rencontrent, nous touchent, nous voient, qu'ils comprennent que nous sommes bien membres à part entière de nos sociétés.

— **Comment votre expérience du Sejm diffère-t-elle de celle de votre mairie ?**

**RB :** Le Sejm, c'était moins concret. Le rôle d'un maire c'est du concret : il vous faut prendre des décisions, que ce soit les nids-de-poule sur les routes ou la revitalisation des rues et des quartiers ou encore les bâtiments des écoles. Le travail parlementaire fut plus théorique. Bien que l'on prenne des décisions au parlement, on n'en voit pas l'impact immédiat sur les gens. J'ai apprécié mon mandat de parlementaire, mais j'aime être engagé au niveau du gouvernement local, que je trouve plus proche des gens.



BRUXELLES, BELGIQUE - Martin Schultz et Jean-Claude Juncker à la Commission européenne.

# LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE A BESOIN DE « SPITZENKANDIDATEN\* » AUX ÉLECTIONS DE 2019

Par Jo Leinen

les débats politiques.

Je suis convaincu qu'à moyen terme, les structures partisanes européennes ont non seulement besoin de plus de ressources, mais surtout d'occasions supplémentaires d'être en compétition les unes contre les autres autour de mandats. C'est ainsi qu'elles pourront évoluer pour être plus que de simples regroupements de partis nationaux. La création de listes transnationales aux élections européennes nécessitera des efforts importants dans les années à venir, mais elle signifiera qu'une partie des sièges au Parlement européen ne sera plus distribuée selon des contingents nationaux, mais directement au niveau communautaire. Nominer des Spitzenkandidaten (terme allemand signifiant « candidats têtes de liste ») dans les partis européens serait une autre manière de renforcer la dimension continentale des élections et de rendre celles-ci

plus démocratiques et transparentes. Dans le cadre du traité de Lisbonne, le Parlement européen élit le président de la Commission européenne. Auparavant, il devait approuver le

candidat présenté par le Conseil européen. Or, l'accroissement des prérogatives du Parlement européen permettrait un alignement de la démocratie communautaire sur les pratiques en cours dans les pays membres. Si les candidats au niveau européen se présentaient à l'électorat pendant la campagne et luttait pour la majorité des sièges de la Commission, les citoyens européens auraient le sentiment de choisir eux-mêmes la personne à la tête de l'exécutif de l'Union européenne (UE) – alors qu'ac-

tuellement ils savent que ce sont les 28 chefs d'État, à huit clos. En 2014, l'initiative Spitzenkandidaten en était au stade de test, ce qui explique peut-être ses résultats mitigés. Par exemple, l'opposition de certains chefs de gouvernement à ce nouveau modus operandi s'est traduite par une surexposition médiatique des querelles interinstitutionnelles au détriment de l'affrontement politique entre les candidats.

Toutefois, et malgré ces accros, l'expérience peut être considérée comme un franc succès. Pour la première fois dans une élection européenne se sont présentées de véritables personnalités faisant campagne à travers toute l'Europe et expliquant leur programme aux citoyens. Pour la première fois, les électeurs savaient en amont du scrutin quels partis soutenaient quels candidats, ce qui a rendu l'Union moins abstraite et plus tangible.

*« Les partis européens souffrent toujours d'un manque de visibilité, mais grâce à leurs « candidats têtes de liste », de nombreux citoyens ont pu les approcher pour la première fois. Si les élections de 2014 ont constitué un essai, il s'agira de le transformer lors du scrutin de 2019. »*

Les journalistes, les citoyens et les partis eux-mêmes vont s'habituer à cette nouvelle pratique. Une couverture médiatique accrue et des procédures de nomination améliorées avec une compétition interne susciteront également un plus grand intérêt dans l'électorat. Les « candidats têtes de liste » sortiraient grandis d'une réforme attendue des règles entourant les élections européennes, mais étant donné le manque de volonté des gouvernements nationaux pour améliorer la loi électorale communautaire, ils constituent actuelle-

ment le meilleur moyen de rendre les campagnes plus transparentes et, in fine, plus européennes.

Quelques gouvernements nationaux ont encore du mal à accepter que le choix du président de la Commission revienne aux représentants élus du Parlement européen. C'est pour cette raison que les partis européens et les groupes politiques au sein du Parlement doivent indiquer clairement dès le début des élections qu'aucun retour aux vieilles habitudes ne pourra être toléré. Principaux concernés, les partis européens doivent s'y préparer. Les députés nationaux doivent également s'engager et faire preuve de responsabilité sur cette question. Car tout comme l'Union européenne ne pourrait fonctionner sans le soutien de ses États membres, le succès des « candidats têtes de liste » dépend d'abord des soutiens nationaux dont ils bénéficient.

**E**n général, les membres du Parlement européen ne votent pas en fonction de leur nationalité, mais selon la ligne de leurs groupes politiques respectifs. Cette compétition transnationale entre différentes visions et idées politiques n'est pas présentée comme telle à l'électorat lors des campagnes pour les élections européennes. Le fossé entre le fonctionnement supranational du Parlement européen et le débat public en Europe est souvent entretenu par des carcans nationaux. Ces derniers ne seront dépassés que par le renforcement des partis européens – principaux acteurs à même d'europaniser



> AUTEUR

**Jo Leinen** est un député allemand du groupe S&D au Parlement européen.

# REMETTRE L'HUMAIN AU CŒUR DE L'ENTREPRISE

Par Peter Hunt

Le commerce est un véritable créateur de richesses, le moteur dont dépend le progrès de la société. Toutefois, on constate ces dernières années que les citoyens font de moins en moins confiance aux entreprises qui les emploient et que les intérêts de chacun se polarisent.

**L**a part de la richesse mondiale captée par les classes aisées s'est accrue alors même que les grands groupes mondiaux se transformaient en véritables entités souveraines travaillant dans le seul intérêt de leurs actionnaires. En parallèle, les classes moyennes ont été les plus durement touchées par l'austérité, laissant toute une génération de jeunes en proie à des défis plus grands que jamais. Le renouvellement du contrat démocratique dépend de la manière dont se partage la richesse et donc de l'organisation de l'économie et du marché. Dans le monde du commerce, les clients doivent pouvoir faire confiance à l'entreprise, et celle-ci doit respecter ses employés et définir des objectifs conformes à l'intérêt général plutôt qu'à celui de quelques privilégiés.

Il en va de même en politique : les progressistes doivent être en mesure d'offrir une vision positive d'une économie qui profite à tous. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les sociaux-démocrates se sont tournés vers l'État pour trouver des solutions aux problèmes économiques et sociaux. Malgré cela, la gauche n'a su répondre ni aux politiques successives de privatisation ni au néolibéralisme. Les progressistes n'ont proposé qu'une gestion par intérim, appuyés sur des programmes économiques certes moins austères, mais qui ont tous échoué. Les seules alternatives radicales discutées à gauche prônaient un retour à des politiques étatistes tout aussi discréditées. Nous ne pouvons offrir aux citoyens un choix simpliste entre étatsisme effréné ou soutien aveugle au libre marché. Nous devons tracer la voie



©stefanolunardi

■ STRASBOURG, FRANCE - Magasin de vélo dans la vieille ville de Strasbourg, exemple d'une petite coopérative réussie.

d'un dialogue politique qui prenne en compte les aspirations des électeurs en alignant les valeurs de la social-démocratie sur un nouveau projet politique afin de réorganiser l'économie et la société.

Pour ce faire, il faudrait définir une politique commerciale promouvant les intérêts des citoyens avant ceux du capital. Dans de nombreux pays de l'Union européenne (UE), l'histoire des coopératives et des mutuelles est liée à celle des mouvements progressistes. Plusieurs syndicats et organisations socialistes sont à l'origine de ces structures destinées à servir les membres qui en font partie.

La taille et le nombre des coopératives dans l'UE sont d'ores et

déjà impressionnants. Les coopératives sont partout : de ce que nous trouvons dans nos assiettes aux bâtiments dans lesquels nous vivons, travaillons et nous détendons, de notre système de santé aux fournisseurs d'électricité.

Plus d'un citoyen sur cinq fait partie d'une coopérative – deux fois plus que les actionnaires dans les entreprises cotées en bourse. Près de cinq millions de personnes travaillent dans des coopératives, et le revenu collectif qu'ils produisent dépasse plusieurs milliards d'euros chaque année. Un programme progressiste pour le commerce existe déjà et doit être étoffé. Il devrait inclure un échéancier politique qui aurait comme objectif l'accroisse-

ment de la part des clients et employés propriétaires de l'entreprise, sur le modèle des coopératives et mutuelles. Cela contribuerait à développer des politiques progressistes et populistes en phase avec celles de nombreux partis socialistes et démocrates dans l'UE.

Les entreprises coopératives :

- Travaillent dans l'intérêt de leurs clients ;
  - Partagent largement les fruits du labeur ;
  - Embauchent activement et font participer leurs employés.
- Le mouvement progressiste est celui qui comprend, sait apprécier et soutient les coopératives. Il est celui qui encouragera des politiques en leur faveur.



#### > AUTEUR

**Peter Hunt** est directeur et fondateur-associé de Mutuo, principal porte-parole des coopératives et mutuelles. Il fut également pendant dix ans le secrétaire général du Parti pour les coopératives.

# POUR UNE TAXE PROGRESSISTE SUR LA CONSOMMATION

Par Robert H. Frank

Parfois, jouir d'un meilleur point de vue lors d'un concert est une simple question de perspective. Il en va de même avec les dépenses à la consommation inutiles. Des familles dépensent sans compter pour que le mariage de leur enfant soit le plus spécial possible. Or, « spécial » est un concept relatif. La réalité veut qu'un accroissement des dépenses ne s'accompagne que d'une très légère augmentation du caractère « spécial » d'un événement. Bonne nouvelle : une simple réforme de la politique fiscale pourrait éliminer ce genre de dépenses inutiles.

**L**es parents se demandent souvent combien ils vont devoir dépenser pour le mariage de leur enfant. Certes, ils souhaitent que l'événement s'inscrive dans les mémoires, mais ce qui rend un événement unique est très relatif.

D'abord, les critères diffèrent en fonction du lieu et de l'époque. En 1980, le coût moyen d'un mariage américain, en tenant compte de l'inflation, s'élevait à 11 000 dollars; une jolie somme pour beaucoup, même aujourd'hui. Or en 2014, ce

chiffre a atteint 30 000 dollars et, à Manhattan, le coût moyen d'un mariage est désormais estimé à plus de 76 000 dollars.

Comment expliquer une telle augmentation des dépenses ? Une réponse simple reviendrait à dire que la hausse des salaires et des inégalités de richesse a dramatiquement modifié la perception de ce qui rend un événement « spécial ». Après tout, rien ne prouve que plus un mariage coûte cher, plus les mariés sont heureux. Au contraire, dépenser plus pour un mariage

semble accroître les probabilités d'un divorce. Un vrai gaspillage ! Mais réjouissons-nous : une simple réforme de la politique fiscale pourrait restituer une grosse partie des ressources qui sont actuellement gaspillées de façon comparable. Nous pourrions remplacer les taux progressifs de l'impôt sur le revenu par un impôt à la consommation encore plus progressif. Ainsi, à l'instar de ce qui se fait déjà beaucoup, les ménages déclareraient leurs revenus imposables et leur épargne annuelle sur leurs caisses de retraite qui sont, elles, exonérées d'impôt. Le montant alloué à la consommation d'une famille serait donc la somme des revenus à laquelle seraient soustraites les économies ainsi qu'une déduction fiscale généreuse – par exemple 30 000 euros pour une famille avec deux enfants. C'est sur ce montant que s'appliquerait la taxe à la consommation pour le ménage. Les taux d'imposition commenceraient plus bas et s'élèveraient bien plus significativement qu'aujourd'hui avec l'impôt sur le revenu.

Les taxes que payeraient les familles situées au-dessous de la médiane des dépenses seraient inférieures ou égales à celle du système actuel. Mais le taux marginal prélevé sur les consommateurs de la médiane supérieure générerait davantage de ressources qu'aujourd'hui et entraînerait une refonte des habitudes des consommateurs au bénéfice de tous, quels que soient les revenus.

On le sait, l'activité économique et la production peuvent être découragées par un taux marginal maximum d'imposition sur les revenus qui serait trop élevé. À son plus haut niveau, un taux marginal d'imposition sur les revenus de 100 % réduirait à néant les

bénéfices dont les contribuables pourraient jouir s'ils travaillaient ou investissaient plus. A contrario, un taux marginal maximum d'imposition sur la consommation encouragerait l'épargne et l'investissement. Ainsi, avec un taux marginal d'imposition sur la consommation de 100 %, un ménage riche payerait un dollar d'impôt pour chaque dollar dépensé. Un impôt sur la consommation progressif changerait donc les habitudes de consommation.

Prenons l'exemple d'une famille riche qui souhaiterait agrandir son manoir. Avec un impôt marginal sur la consommation de 100 %, de tels travaux coûteraient désormais deux fois plus cher. Les riches font aussi attention aux prix (ce qui explique pourquoi leurs maisons sont plus petites à New York qu'à Seattle). Un tel impôt inciterait donc cette famille à repenser ses projets immobiliers. Par exemple, elle pourrait réduire l'agrandissement prévu de moitié, sans dépenser plus qu'elle ne le souhaitait.

L'effet domino entraînerait une reproduction de ce comportement à d'autres familles qui avaient le même projet. Dans l'absolu, des agrandissements plus modestes conviennent autant que de gros travaux ; ce qui compte, c'est bien la modification du manoir. La taxe aurait le même effet sur les objets de luxe. Il n'y a aucune preuve que cet ajustement rendrait les riches moins heureux. Si tous les manoirs étaient un peu plus petits, les voitures un peu moins chères, les diamants un peu plus modestes et les célébrations un peu moins coûteuses, c'est toute notre échelle de valeurs qui en serait réajustée, laissant les plus aisés aussi satisfaits qu'avant.

Les conservateurs proposent de-



puis longtemps des taxes à la consommation plutôt que sur le revenu. En général, ils suggèrent un seul taux d'imposition pour tous alors que cela aurait pour effet d'accroître les inégalités. Ce projet a donc peu de chance d'être un jour mis en œuvre. Une taxe à la consommation progressive est notre seul espoir politique réaliste pour en finir avec la crise et pour remédier à l'accroissement des inégalités à la consommation, responsable des difficultés que rencontrent les désormais consacrés 99 %. Les économistes aiment dire qu'il y a toujours quelqu'un qui paie l'addition. Certes, mais lorsqu'il existe un tel gaspillage, il est possible de réduire la note et de donner plus à tous. À cause des écarts de revenus toujours croissants, produits par les forces du marché, les classes moyennes ne sont désormais plus en mesure de se permettre de mener le même train de vie qu'hier.



#### > AUTEUR

**Robert H. Frank** est professeur d'économie. Il a publié *Passions Within Reason*, *Principles of Economics* (avec Ben Bernanke), *The Winner-Take-All Society* (avec Philip Cook) et, plus récemment, *Success and Luck*.

# LA TRANSPARENCE DE L'UE APRÈS LE BREXIT



## > AUTEURE

**Emily O'Reilly** a pris ses fonctions de Médiatrice européenne en 2013. Auparavant, elle était Médiatrice et Commissaire à l'information en Irlande.

Par Emily O'Reilly

À l'instar de tant d'autres, mon travail sur la transparence a été bousculé par la décision des Britanniques de quitter l'Union européenne le 23 juin dernier. Il faudra plusieurs années pour en tirer toutes les conséquences.

**P**our la Médiatrice européenne que je suis, une conclusion peut d'ores et déjà être tirée. La campagne du référendum a donné lieu à un examen détaillé du rôle de l'Union européenne (UE), comme jamais auparavant. La minutie avec laquelle les grands journaux britanniques – et les autres, à travers l'Europe – se sont penchés sur les problématiques européennes comme le commerce, les migrations ou le budget communautaire a été d'une ampleur sans précédent. La portée de ce phénomène est constructive car plus les gens comprennent la raison d'être d'une institution, moins elle apparaît comme menaçante.

J'ai pu voir, lors de mon expérience de Médiatrice en Irlande, qu'au bon vieux temps – quand le tigre celtique rugissait encore – les gens étaient ravis de donner les manettes au gouvernement, de

le laisser prendre les décisions et se réunir loin de leur regard inquisiteur. Tout a changé quand la crise financière et économique a frappé le pays. Soudainement, les demandes d'accès aux données se sont multipliées. Tout le monde a voulu savoir qui avait conduit le pays sur la route d'un plan de sauvetage international. La conclusion à tirer est que lorsque les gens sont inquiets pour leur avenir, ils s'intéressent de plus près aux décisions qui les concernent.

Il est important de souligner que la Commission européenne va beaucoup plus loin dans la transparence de ses décisions que la plupart des États membres. Elle a compris que l'essor des réseaux sociaux a profondément changé les paramètres de ce qui est considéré comme un niveau de transparence acceptable de la part des gouvernements et de leurs administrations. Quand les Européens se

## COMMISSION EUROPÉENNE



## I AU NIVEAU POLITIQUE

La législation en vigueur sur la transparence s'applique aux Commissaires (y compris le Président et les Vice-présidents), à leur cabinet et à tous les Directeurs généraux. Les parts du camembert représentent les réunions par échelon hiérarchique.



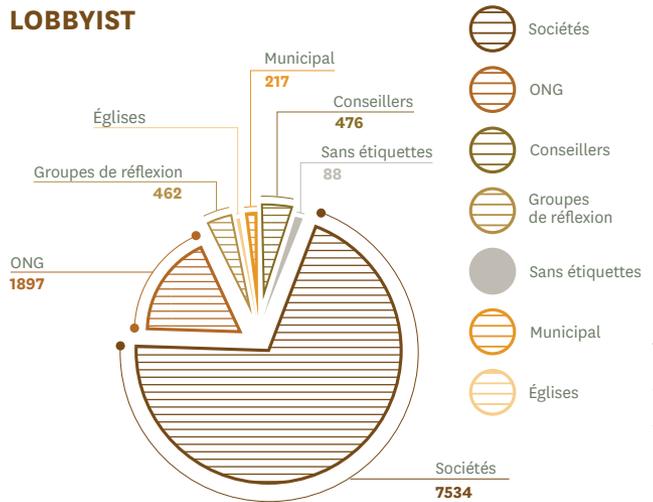
plaignent à juste titre du manque de transparence de l'UE, ils ne devraient pas tenir la Commission ou le Parlement responsables. Les gens se sont habitués à recevoir l'information en temps réel et attendent désormais des réponses immédiates. Il n'y a qu'à prendre l'exemple des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP, en anglais). Les inquiétudes d'une minorité – et de députés européens – sur l'accord commercial UE-États-Unis se sont vues amplifiées sur Twitter et Facebook. En l'absence d'information sur ce que contient exactement cet accord – à l'origine, même le mandat de négociation était confidentiel – des craintes sont très vite apparues. À la suite de l'intervention de mon bureau et du Parlement, la Commission est devenue beaucoup plus

proactive dans la publication de documents. Une première pour des accords commerciaux de ce type. Malgré cela, le calendrier du TTIP reste incertain. Cela s'explique en partie par le manque de confiance qui s'est installé entre le citoyen et le politique. Si la transparence n'est pas une solution miracle pour réinstaurer cette confiance, il est cependant nécessaire de l'étendre au processus décisionnel. Le peuple doit être convaincu que les négociations se font en son nom et sont menées de bonne foi ; que les décisions qui en résultent ont fait l'objet d'un examen rigoureux du Parlement et qu'elles n'ont pas été soumises à un lobbying excessif. Tout cela ne doit pas seulement s'appliquer aux négociations sur le TTIP, ce sont tous les aspects du processus décisionnel qui sont concernés. Par exemple, la transpa-

### LES 10 MEILLEURS HÔTES

Membres de la Commission européenne qui ont le plus de contacts avec les lobbyistes. Lorsqu'un membre rencontre plusieurs lobbys au cours de la même réunion, ceux-ci sont répertoriés individuellement. Le nombre de lobbys contactés peut donc être supérieur aux réunions.

### LOBBYIST



### CATÉGORIE DE LOBBY

Les catégories de lobby sont classées selon le Registre de transparence de l'UE. Les appellations ont été raccourcies. Les parts du camembert représentent le nombre d'organisations enregistrées par catégorie.

rence devrait s'imposer aux quelque 800 groupes d'expertise de la Commission quant aux conseils qu'ils fournissent et quant à leur prise en compte. Il devrait également y avoir des règles rigoureuses – et mises à exécution – concernant les hauts fonctionnaires qui rejoignent le secteur privé. Voilà deux pistes sur lesquelles j'ai travaillé et qui ont été bien reçues par la Commission. Mais il reste encore beaucoup à faire. La Commission Juncker a pris la décision louable d'obliger tous ses hauts responsables à enregistrer et à publier leurs réunions avec des lobbyistes. Il n'y a aucune raison de ne pas étendre cette exigence à tout le personnel de la Commission – après tout, ce sont bien les petites mains qui réalisent le travail préliminaire d'un projet de loi. Le véritable test de l'engagement à la transparence des trois institutions principales

sera celui du Registre de transparence, dont le remaniement fait actuellement l'objet de discussions. Selon moi, il faut que ce nouveau registre – qui devrait être obligatoire et s'étendre au Conseil européen – devienne la « banque centrale » de la transparence pour tous ceux qui souhaitent savoir comment une organisation a cherché à influencer l'UE. Si cette dernière se doit être irréprochable dans son ouverture et sa responsabilité politique, tant ses décisions ont des conséquences considérables pour les citoyens, elle est encore perçue comme éloignée des réalités et impénétrable. Bien que le Brexit ait secoué l'Europe jusqu'à sa racine, il s'agit là aussi d'une opportunité pour chacun d'entre nous de réfléchir à notre manière de communiquer et d'interagir avec les citoyens européens. Cette opportunité, il faut la saisir.

# POUR UNE AUTRE POLITIQUE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE



## > AUTEUR

**Thomas Wyns** est chercheur doctorant à l'Institut d'études européennes de l'université libre de Bruxelles et travaille à l'élaboration d'un système de quotas d'échange européen. Il a été auparavant coordinateur politique sur les questions climatiques au bureau pour l'environnement du gouvernement flamand en Belgique.

Par Thomas Wyns

Au moment même où l'idée d'une Union européenne comme facteur de paix et de prospérité est remise en cause, une politique industrielle éclairée qui conjuguerait la réduction des gaz à effet de serre à un accroissement de la compétitivité pourrait donner des ailes aux travailleurs et entrepreneurs européens. Une nouvelle ère prospère et à faible émission de gaz carbonique pourrait ainsi s'ouvrir dans l'histoire de l'Europe.

**R**éduire de manière significative les gaz à effet de serre dans les industries gourmandes en énergie installées en Europe est souvent perçu comme coûteux, entravant la compétitivité, voire impossible à mettre en œuvre. Un rapport récent de l'Institut d'études européennes (IEE) de l'université libre de Bruxelles a analysé l'impact potentiel d'une réduction des émissions de plus de 80 % d'ici 2050 de la part de secteurs industriels européens comme la sidérurgie, la chimie et le ciment. Elle aurait pour effet de contribuer de manière significative à atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris sur le climat.

Toutefois, la recherche sur la décarbonisation ne peut ignorer les défis économiques fondamentaux que cela poserait au secteur secondaire, comme la compétition internationale et les excédents de production. De nouvelles politiques industrielles menées par le public doivent prendre en compte ces questions et donc encadrer la transition vers une industrie européenne innovante et à faible empreinte carbone.

De 1990 à 2013, l'industrie européenne a fortement contribué aux réductions des émissions dans l'Union européenne (UE). Cela dit, entreprendre cette diminution potentielle de 80 % sera très compliquée tant l'industrie

est déjà exsangue. Il n'existe pas de solution miracle pour de tels objectifs. Par conséquent, une transition carbone qui ne porterait pas atteinte à l'économie requiert la combinaison de trois facteurs : une transformation des méthodes de production, des produits et du modèle économique.

Un changement drastique des méthodes de production reste possible pour le secteur industriel. Il existe un potentiel énorme de recyclage des déchets dérivés de la biomasse pour remplacer les énergies fossiles. L'industrie du ciment semble particulièrement bien placée pour tirer profit des procédés de capture du CO<sub>2</sub> qui présentent plusieurs avantages.

Dans la sidérurgie, un nouveau prototype de haut fourneau actuellement testé aux Pays-Bas serait moins coûteux à construire et à faire fonctionner, et réduirait les émissions de carbone de manière significative.

Les produits innovants à haute valeur ajoutée joueront également un rôle prépondérant dans la transition carbone. La conception de composés chimiques ultraperformants pouvant être facilement assemblés à partir de matières premières organiques est ici particulièrement importante. Dans le ciment, un substitut au clinker abondant et prometteur, par ailleurs mentionné dans le rapport de l'IEE, permet de réduire



© Jm73

## I RÉPUBLIQUE TCHÈQUE – La pollution de l'air et son contrôle sont une préoccupation majeure pour les décideurs européens

les émissions jusqu'à 30 % tout en préservant les mêmes propriétés que le ciment Portland communément utilisé. Les innovations dans la science des matériaux ont aussi permis de créer des aciers légers et hautement performants, ouvrant de nouveaux marchés dans la sidérurgie en ciblant en aval les consommateurs ayant besoin de ces types d'acier afin de réduire leurs propres émissions de carbone.

Des transformations dans le modèle économique seront également essentielles pour permettre ces bénéfices budgétaires et environnementaux. Grâce aux biotechnologies, la production d'ammoniac et d'engrais peut désormais être transférée du secteur secondaire au secteur primaire. Quant à l'industrie du ciment et à la sidérurgie, elles devront gérer la surproduction actuelle (qui est peut-être structurelle) en rationalisant, modernisant et augmentant la valeur ajoutée totale de

leurs produits avec des volumes de ventes diminués.

Ces trois transitions industrielles ne peuvent s'accomplir indépendamment des autres changements majeurs dans l'économie européenne attendus dans les décennies à venir. L'essor des énergies renouvelables peut devenir un atout économique dans cette transformation à travers une organisation intelligente du rapport offre-demande. Une plus grande efficacité de la gestion des ressources dans le cadre d'une économie circulaire en serait un autre exemple. Dans la sidérurgie et le secteur chimique, le potentiel pour accroître la réutilisation et le recyclage des produits est significatif. Pour l'acier en particulier, cela se traduirait par l'utilisation croissante de fours à arc électrique. La mise en place d'une industrie à faible empreinte carbone requiert des politiques publiques de soutien intelligentes et sérieuses. Un

des défis singulièrement difficiles de cette transformation industrielle passe par la commercialisation de technologies de production prometteuses et à faible émission. Ces nouveaux outils devront être disponibles d'ici 2030 afin de permettre leur déploiement à travers l'UE d'ici 2050. Ce pari nécessite d'importants investissements en capital et induit, en vertu du caractère pionnier de ces technologies, une grande prise de risque. La création d'un fonds européen pour l'innovation liée au système d'échange de quotas d'émissions concernant la période 2020-2030 pourrait être utile afin d'aider à la commercialisation rapide de ces nouvelles technologies. Les gouvernements peuvent également créer des débouchés pour les nouveaux produits à faible émission à travers les marchés publics. Éviter les régulations inutiles constitue une troisième piste qui permettra d'épargner aux industries en

transition d'être punies, même si c'est involontairement.

L'UE est à un tournant majeur de son histoire industrielle. Grâce aux innovations dans les méthodes de production et dans les produits qui irriguent le secteur secondaire, une importante réduction des émissions qui n'entraverait pas la compétitivité est possible sur les quelques décennies à venir. Le secteur public a un rôle catalyseur à jouer pour rendre cette transition possible, animé d'une vision qui doit prendre en compte les défis posés par la décarbonisation au sein d'une politique industrielle moderne. Au moment même où l'idée d'une UE comme facteur de paix et de prospérité est remise en question, une politique industrielle éclairée pourrait redonner espoir aux travailleurs et aux entrepreneurs. Une nouvelle ère prospère et à faible émission de gaz carbonique pourrait ainsi s'ouvrir dans l'histoire du continent.

# UTILITÉ, ÉGALITÉ, TRANSFORMATION : LES TROIS CONDITIONS D'UN LEADERSHIP INCLUSIF

Par Laura Slimani

La gauche est traditionnellement davantage associée à une pratique démocratique du pouvoir que la droite. Mais organiser des primaires suffit-il à rendre une formation politique inclusive ? Répondre à la demande de choix dans nos sociétés implique une certaine remise en question de nos pratiques collectives et individuelles.

Les congrès rythment la vie de nos partis politiques, avec parfois des retournements de situation surprenants. Le dernier exemple en date est incontestablement la victoire de Jeremy Corbyn à la tête du parti travailliste, à laquelle personne ne s'attendait, mais qui a enthousiasmé un nombre impressionnant de militants. Si le changement rencontre toujours des résistances, cette capacité à respecter le vote

des militants fait la spécificité de la gauche face à une droite éternellement en attente de l'homme ou de la femme providentiels.

Mais ce schéma tend à s'éroder, les partis de droite ayant compris que dans des sociétés de plus en plus éduquées et informées, un leader est d'autant plus fort que s'il est choisi démocratiquement par sa famille politique. En témoigne l'élection interne concernant le *Spitzenkandidat* de la droite aux élections européennes de 2014 - il est d'ailleurs intéressant de noter que la droite a connu une véritable élection interne où se sont opposés Juncker et Barnier, là où les socialistes n'ont présenté qu'un seul candidat...

De surcroît, notre famille politique est-elle aussi démocratique qu'elle le prétend ? La multiplication des primaires pour désigner candidats et chefs de parti est-elle suffisante ? Comment expliquer le fait que les visages des leaders de gauche se ressemblent tant ?

Ne faut-il pas regarder l'expérience de démocratie interne de *Podem*, dont les militants votent bien plus souvent, ou même celle du Mouvement *Cinq Étoiles* en Italie, dont les députés adoptent au parlement la position que leur auront dictée leurs électeurs après une consultation en ligne ?

D'un autre côté, comment expliquer que les partis d'extrême droite, rassemblés autour d'une figure

tutélaire, qu'il s'agisse de Marine Le Pen, Victor Orban ou encore Jorg Haider, connaissent un tel succès ? Finalement, ce qui s'exprime, à travers l'autoritarisme ou la demande de choix, c'est bien cette volonté de prendre en main son destin, et le sentiment que le système actuel ne le permet pas.

Car la démocratie dans la pratique du pouvoir, ce n'est pas uniquement un ensemble de règles qui garantissent le respect du vote. Trois conditions sont indispensables à un leadership véritablement inclusif. Premièrement, il faut que le vote serve à quelque chose. À quoi bon voter à un congrès si les jeux sont déjà faits par le biais d'accords secrets ? À quoi bon participer



■ LONDRES, ROYAUME-UNI - Étudiants et primototants ont en général un rôle crucial dans le choix des politiques et des partis qui déterminent leur futur.

s'il n'y a qu'un seul candidat ? Si nous voulons attirer de nouveaux visages, il faut donner du pouvoir au bulletin de vote. À titre d'exemple, il serait intéressant que les électeurs socialistes et sociaux-démocrates puissent se prononcer sur l'opportunité d'une coalition avec la droite à l'issue des prochaines élections européennes, et la base sur laquelle une telle coalition pourrait être possible, ou pas. Toute consultation véritablement démocratique implique une prise de risque, que nous ne sommes pas souvent prêts à prendre. Il nous faut pourtant avoir conscience qu'in fine, le refus de débattre sur le fond ne peut qu'affaiblir une famille politique fondée sur les principes de démocratie et d'égalité. La deuxième condition d'un lea-

dership inclusif est que chacun ait un accès égal à la participation, quel que soit son sexe, sa couleur de peau, son milieu social. Or, il n'y a qu'à regarder les photos de groupe des réunions du pré-conseil européen des socialistes pour voir que ce n'est pas le cas. Les dés sont pipés. La démocratie participative implique pourtant que chacun dispose des clés de compréhension du monde et du système en place. Cela signifie qu'il faut mettre en œuvre des mécanismes obligatoires de parité et les faire respecter, renforcer l'éducation populaire, qui permet à tous d'accéder au savoir et de l'utiliser. Cela implique de travailler sur les mécanismes de domination qui s'exercent à l'intérieur de nos partis pour mieux les contrer, et de soutenir les organisations de jeu-

nesse, qui brassent la diversité, et le feront d'autant plus qu'elles auront les moyens de se développer. La troisième condition d'un leadership inclusif est de faire en sorte qu'il le reste une fois au pouvoir. Trop souvent, les partis de gauche renoncent face à la puissance des structures en place, notamment économiques. De véritables questions se posent sur la capacité de mener des politiques de gauche en Europe, au sein d'institutions et de règles qui rendent extrêmement difficiles les politiques d'augmentation des bas salaires, de taxation des profits et du capital, ou de réduction du temps de travail. C'est un autre débat, mais il mérite d'être posé, car diriger un parti n'a pas grand intérêt si cela ne permet pas de transformer la société.



> AUTEURE  
**Laura Slimani** est la Présidente des Jeunes socialistes européens qui rassemble tous les jeunes des partis socialistes en Europe.

# LES JEUNES ET LA QUESTION DU LEADERSHIP EN POLITIQUE



> AUTEUR

Elio di Rupo fut le Premier ministre belge entre 2011 et 2014.

Par Elio di Rupo

La jeunesse européenne est particulièrement victime de la crise et les politiques d'austérité la précarisent et rendent son avenir toujours plus incertain. Aujourd'hui, 4,5 millions de jeunes sont au chômage dans l'Union européenne. Dans certains pays, plus de 50 % de la classe d'âge des 15-24 ans est sans emploi.

**D**'après l'enquête Eurobaromètre (mai 2016), 57 % des jeunes Européens interrogés ont répondu « oui » à la question « Pensez-vous que la jeunesse de votre pays a été marginalisée par la crise économique, c'est-à-dire exclue de la vie économique et sociale ? ».

Les jeunes Européens ne se désintéressent pas des questions de société, au contraire. Ils rejoignent en permanence de nouvelles formes de mobilisation, mais ils se sentent sans doute de moins en moins concernés par la politique

classique qu'ils jugent éloignée de leurs préoccupations et à laquelle ils prêtent peu d'influence positive sur leur vie quotidienne.

Comment leur reprocher quand les valeurs fondamentales européennes sont transgressées dans plusieurs États membres ? Quand des gouvernements dressent des barrières ou des murs au sein de l'Europe au lieu de faire preuve de solidarité à l'égard de migrants qui fuient la mort ? Quand l'intérêt des multinationales prime manifestement celui des citoyens, en particulier lors des négociations commerciales ? Ou quand d'anciens dirigeants censés protéger l'intérêt général européen, rejoignent sans scrupule la finance, celle-là même qui a déstabilisé l'Union européenne (UE) ?

Le modèle néolibéral mène l'Europe à sa perte économiquement, socialement et démocratiquement. L'austérité est un remède

à la crise financière qui est pire que le mal, en partie parce qu'elle éloigne les Européens de l'Europe. L'UE est nécessaire à la fois pour le maintien de la paix et pour protéger les oubliés de la globalisation. Mais il ne suffit pas de le dire, il faut le prouver, sans quoi la construction européenne, déjà remise en cause par le Brexit, sera définitivement stoppée.

Pour renouer le lien indispensable avec la jeunesse, la responsabilité de celles et ceux qui détiennent le leadership est grande. C'est à eux de démontrer que la politique peut protéger l'intérêt général contre des intérêts particuliers.

La responsabilité des progressistes, réunis au sein du Parti socialiste européen, est de proposer une véritable rupture avec le modèle néolibéral et les règles qu'il a imposées à l'Europe : le partage plutôt que la propriété, l'échange plutôt que la posses-

sion, la solidarité plutôt que le repli sur soi. Il nous revient d'inventer de nouvelles protections sociales, de garantir une meilleure qualité de vie, de créer de nouvelles solidarités entre les Européens plutôt que d'organiser une compétition économique et sociale qui les oppose. Jacques Delors avait déclaré qu'on ne tombe pas amoureux du marché commun, j'ajoute que la jeunesse européenne ne tombera pas amoureuse de l'austérité.

Pour refonder l'Europe et préserver notre avenir commun, un changement de projet économique et social est nécessaire. Cette tâche urgente ne peut pas être juste une affaire de gouvernants; on ne parviendra pas à repenser l'UE sans les Européens, mais bien en associant la société civile, et en particulier la jeunesse, à l'élaboration d'un nouveau projet politique européen, solidaire et juste.

# LA PARTICIPATION DES JEUNES AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES EN CHUTE

Par Doru Frantescu

En partenariat avec VoteWatch Europe

Les résultats des dernières élections européennes montrent une nette diminution de la participation de l'électorat jeune. Plus inquiétant, le fossé s'est agrandi entre leur mobilisation aux urnes et celle des anciennes générations. Bien que l'inverse se constate dans quelques États membres comme la Suède, l'Italie ou la Grèce, la problématique de la participation des jeunes aux élections de l'Union européenne doit être adressée.

Les sondages montrent qu'une majorité des jeunes font confiance aux institutions de l'Union européenne (UE), mais qu'ils se désintéressent relativement des élections qui y sont liées ; pas plus de 27,8 % des plus jeunes (18-24 ans) ont voté lors du scrutin communautaire en 2014. Plus surprenant encore, il existe un fossé entre la participation des plus âgés et des plus jeunes – une source d'inquiétude



**CARTE - ÉLECTIONS DU PARLEMENT EUROPÉEN DE 2014 :  
FOSSÉ ENTRE LA PARTICIPATION (%) DES 18-24 ET 55+ ANS**

légitime pour les instances européennes. L'UE ayant meilleure presse auprès des jeunes que des anciennes générations, la sous-représentation de leur vote fait le jeu des partis eurosceptiques.

Quelques exemples illustrent cet état de fait. La première carte montre qu'en Irlande, le fossé entre la participation des jeunes (18-24 ans) et celle des plus âgés (55 ans et plus) était de 55% en 2014. Chez le voisin britannique, l'apathie des jeunes est aussi palpable puisque seulement 20% d'entre eux ont exercé leur droit de vote cette année-là. Dans le même temps, plus de 50% des personnes âgées au Royaume-Uni sont allées voter. On remarque que lorsqu'il s'agit d'élections nationales, ce fossé se réduit – comme en Irlande, où plus

de 75% des jeunes ont voté en 2016 aux dernières élections nationales. Cette tendance se vérifie pour pratiquement tous les pays européens à l'exception notable de la Suède et, logiquement, là où le vote est obligatoire, soit au Luxembourg et en Belgique. En Suède, les jeunes étaient 17% de plus que les personnes âgées à se déplacer pour voter aux européennes. La génération Y est d'ailleurs celle qui y a le plus participé. Cette singularité est d'autant plus marquante lorsqu'elle est comparée à la participation par classe d'âge aux élections nationales. Ainsi, en 2014, les jeunes Suédois se sont moins déplacés pour les élections nationales (81,3%) que la moyenne nationale (85,8%). Ces chiffres expliquent en partie les différents résultats des partis politiques suédois entre

les élections européennes et nationales, et notamment la meilleure performance électorale des petits partis de gauche (comme Initiative féministe) aux européennes.

Un autre paradoxe se dessine si l'on compare les élections européennes de 2014 à celles de 2009. Au-delà de la forte baisse de la participation des jeunes enregistrée entre ces deux élections, c'est le fossé générationnel qui s'est creusé entre eux et les plus âgés, qui se mobilisent proportionnellement plus, comme le montre la seconde carte.

Dans ce cas de figure, la Suède ne fait plus figure d'exception. La tendance à l'œuvre dans le royaume scandinave se retrouve dans les pays frappés par l'austérité, comme la Grèce et l'Italie, où plus de jeunes ont participé aux élections européennes alors que l'abstention s'est accrue chez les personnes âgées. L'Italie est l'exemple le plus marquant d'une réduction du fossé générationnel dans la participation aux européennes. Par contre, c'est bien l'inverse que l'on constate à Chypre et au Portugal, où la participation des jeunes s'est effondrée en 2014. Les particularismes locaux liés aux différents systèmes politiques dans ces pays expliquent une telle différence, notamment l'absence de solides partis de gauche antisystème, capables de capitaliser le mécontentement de l'électeur jeune contre les politiques d'austérité.

La crise de la zone euro et les débats houleux sur les politiques d'austérité démontrent combien

“ L'UNION EUROPÉENNE AYANT MEILLEURE PRESSE AUPRÈS DES JEUNES QUE DES ANCIENNES GÉNÉRATIONS, LA SOUS-REPRÉSENTATION DE LEUR VOTE FAIT LE JEU DES PARTIS EUROSCEPTIQUES. ”

les décisions prises au niveau européen affectent la vie des citoyens. C'est peut-être la raison pour laquelle les jeunes Espagnols et Italiens ont exprimé une telle envie de changement. Après tout, les jeunes sont les plus touchés par la montée du chômage dans le sud de l'Europe. Le temps dira si ces tendances persisteront. Une chose est sûre : l'Union a besoin de ses jeunes – leurs opinions, leurs idées et leur énergie, si elle veut survivre.

PAYS	2014 (18-24 ans)	2014 (55+ ANS)	DIFFÉRENCE
IE	21%	76%	55
CY	29%	64%	35
UK	19%	53%	34
EE	16%	49%	33
FI	10%	43%	33
FR	25%	57%	32
DE	29%	59%	30
NL	18%	48%	30
LV	17%	45%	28
DK	38%	64%	26
ES	27%	52%	25
SI	14%	37%	23
RO	20%	42%	22
PT	19%	41%	22
AT	29%	50%	21
MT	62%	82%	20
HR	13%	32%	19
EL	45%	64%	19
LT	44%	61%	17
HU	20%	37%	17
BG	27%	43%	16
PL	14%	28%	14
SK	6%	18%	12
IT	45%	53%	8
LU	87%	92%	5
CZ	16%	20%	4
BE	90%	88%	-2
SE	66%	49%	-17

Source: VoteWatch Europe

# LA GÉNÉRATION Y RÉCLAME UNE PRATIQUE DIFFÉRENTE DE LA POLITIQUE



## > AUTEURE

**Emma Murphy** est professeure et l'actuelle directrice de l'École d'études gouvernementales et d'affaires internationales de l'université de Durham.

Par Emma Murphy

Les dirigeants européens se plaignent souvent du faible taux de mobilisation institutionnelle des jeunes, notamment dans les partis politiques et lors des élections. Ce faisant, ils semblent ignorer que le sens et la pratique de la politique ont changé aux yeux des jeunes citoyens. La génération Y n'a aucun problème à participer au jeu politique – seulement, elle le fait différemment et sur d'autres plate-formes que celles de ses aînés. À mesure que ses membres arriveront au pouvoir, c'est tout le paysage politique qui s'en trouvera transformé.

**L**e dirigeant politique de demain sera un vrai natif de l'ère numérique et son parcours de socialisation comprendra, en plus des institutions classiques comme la famille, les institutions religieuses ou l'école, Internet et les réseaux sociaux. Sa conscience politique sera moins territoriale et moins limitée par les carcans des identités et vocabulaires locaux d'hier. Sa compréhension de la communication politique, de sa nature, ses fonctions et ses espaces, sera différente. Il ne sera plus question

d'avoir recours à des conseillers en image, chargés de traduire des programmes électoraux complexes en des formules médiatiques clinquantes, lissant les hommes politiques en les dénuant de toute personnalité ou d'humour. À l'avenir, le leader politique s'adressera directement au public et de la même façon qu'il parlera au citoyen à titre individuel. Chaque électeur potentiel sera un «ami», la frontière entre le politique et le personnel n'existera plus et la communication sera immédiate et interactive. Ce dirigeant politique n'aura pas à s'adapter aux situations ou même à essayer de le faire: il s'agira d'une seconde nature, à l'instar de l'art

de faire des discours aux congrès de son parti ou aux tribunes des parlements. Sa capacité à réfléchir rapidement sera mise à l'épreuve, tout comme sa prudence avant de prendre la parole. En même temps, il devra se montrer authentique envers ses interlocuteurs. Si l'habit ne compte pas lorsque l'on tweete ou lorsque l'on poste une photo sur Instagram, être naturel, sincère et fidèle à soi-même prend cependant une importance toute particulière. Gare toutefois au ridicule et à ne pas passer pour un sot à cause d'un message de 40 caractères, même s'il est drôle! Les dirigeants de demain investiront des espaces politiques moins

évidents qu'aujourd'hui. La génération Y exprime ses opinions et ses préférences politiques, se mobilise et s'engage dans des formats que l'on associe traditionnellement aux loisirs. Les jeunes traduisent leurs opinions politiques en musique (rien de nouveau jusqu'ici) et les expriment aussi dans l'art et la culture, dans ce qu'ils consomment, leurs choix culinaires et leurs activités sportives. Les dirigeants politiques de demain n'occuperont pas juste l'espace politique: ils en seront les principaux acteurs. Ils ne seront pas juste présents épisodiquement, tentant désespérément d'éviter le ridicule dans leurs efforts pour apparaître proches des



© Daukantais

gens qu'ils sont censés servir. Au contraire, ce territoire politique sera le leur et ils ne seront pas contraints d'abandonner leurs aspirations de jeunesse dans l'espoir de progresser dans le monde adulte de la politique.

Mais que se passera-t-il quand la jeunesse d'aujourd'hui accèdera au pouvoir ? Elle n'a pas confiance en ses hommes politiques : trop de promesses électorales ont été trahies et trop de compromis établis dans le but de se partager le pouvoir ; trop de poches remplies avec l'argent public, trop de faveurs rendues aux amis. La génération Y peut comprendre que des activistes mettent de côté leurs différences et s'allient pour des

causes communes, mais elle reste très critique à l'égard des grandes coalitions politiques où les valeurs fondamentales des partis se voient inévitablement abandonnées et les engagements compromis. Le leadership politique est désormais associé à de l'opportunisme, qu'il soit personnel ou le fait de structures partisanes traditionnelles. Il s'est désormais coupé de ses racines démocratiques à travers sa professionnalisation, sa bureaucratization et sa centralisation.

Le résultat du Brexit a rappelé à la jeunesse britannique qu'elle est effectivement exclue du système politique et de son processus décisionnel. Selon un sondage YouGov, 75 % des 18-24 ans et 56 % des

25-49 ans ont voté en faveur de l'appartenance à l'Union européenne (UE). Leur voix a été étouffée par les anciennes générations qui ont probablement moins à perdre et qui devront certainement vivre moins longtemps avec les conséquences de ce vote. Les jeunes de 16 à 18 ans n'ont même pas été invités à s'exprimer, alors même qu'il leur est permis de se marier, de conduire une voiture, de créer leur entreprise, de payer des impôts ou de mourir pour leur pays (et ce, alors qu'un sondage organisé par le forum The Student Room a révélé que 82 % de ces jeunes auraient voté pour rester dans l'UE). Ce sont eux qui devront naviguer dans les eaux troubles des nouvelles rela-

tions entre la Grande-Bretagne et l'UE une fois la sortie du royaume devenue réalité.

C'est donc tout un nouveau programme normatif que le dirigeant de demain devra mettre en place, non seulement pour lui, mais également pour son parti. Il devra également s'y soumettre entièrement, sans considération pour l'impact sur sa marche vers le pouvoir. Il n'aura plus le luxe de dire qu'il fait « du mieux qu'il peut », mais devra convaincre les citoyens de sa vision pour un monde meilleur. Enfin, il aura pour tâche de transformer l'activisme disparate de la génération Y en un tout cohérent et progressiste, soucieux d'inclure tous les citoyens, quel que soit leur âge.

# À QUOI RESSEMBLERA LE DIRIGEANT POLITIQUE DE DEMAIN ?

Par Fabio Wolkenstein

La tension entre le concept de leadership et l'idée de démocratie est palpable. En effet, si les gens doivent se gouverner eux-mêmes, comment ceux censés les représenter peuvent-ils les guider sur le droit chemin ? En tant que démocrates, nous devrions peut-être nous méfier de l'idée même de leadership.

La remise en cause du leadership est largement partagée par ceux à gauche qui considèrent que les processus décisionnels partant de la base et la démocratie directe sont les seules formes légitimes de gouvernement. Il est de notre intérêt de les écouter car dans de nombreux pays européens, nous assistons à une renaissance de cette vision, par exemple avec le mouvement Momentum du Parti travailliste britannique qui a pris de l'ampleur avec l'arrivée à la direction de Jeremy Corbyn. Promettant de démocratiser non seulement le parti, mais également la gouvernance locale, les lieux de travail et la société elle-même, ce mouvement connaît un succès particulier chez les jeunes. Il parle aux membres de la génération Y qui entendent changer les règles du jeu à travers la participation politique – et en faisant fi du leadership. L'attractivité de mouvements po-

pulaires comme Momentum auprès des jeunes doit amener les progressistes à réfléchir. Ces derniers doivent-ils œuvrer pour une démocratie qui mette l'accent sur la participation collective en rejetant l'idée d'un leadership fort ? En d'autres termes, posons-nous la mauvaise question lorsque l'on demande à quoi ressembleront les dirigeants progressistes de demain ?

Ce n'est pas mon avis. Ce qu'il faut faire, c'est repenser ensemble le leadership et la participation populaire. Les mouvements progressistes issus de la base comme Momentum peuvent contribuer à fournir d'importantes avancées idéologiques, en promouvant la possibilité d'une autre société que l'on espère meilleure – vision abandonnée depuis longtemps par les plus grands partis politiques. Toutefois, on ne peut attendre que tout le monde participe de manière continue et organisée à ces mouvements ainsi qu'à leurs organes décisionnels tant l'investissement

y est total. C'est justement là que le leadership a toute sa place. Un dirigeant politique démocratique peut créer des passerelles entre ceux qui se mobilisent activement pour la poursuite d'une vision politique et les citoyens moins engagés qui, au maximum, participent aux élections tous les 4 ou 5 ans. C'est à ce responsable politique qu'il revient d'insuffler un sentiment d'enga-

“ CE QU'IL FAUT FAIRE, C'EST REPENSER ENSEMBLE LE LEADERSHIP ET LA PARTICIPATION POPULAIRE. ”



> AUTEUR

Fabio Wolkenstein est chercheur à l'Institut européen de la London School of Economics and Political Science.

gement commun vers un projet politique collectif tout en s'assurant qu'il reste en phase avec leurs choix et les valeurs de la base.

C'est en réfléchissant à ce rôle de « fédérateur politique » que se dessine la première esquisse du dirigeant progressiste de demain. Un tel leader pourrait faire la synthèse de ces avancées idéologiques et de la motivation de ces mouvements populaires afin de recruter les citoyens moins engagés pour en faire des partenaires de l'activisme politique. Pour ce faire, il faudrait établir un lien entre les objectifs politiques, que les militants poursuivent sur le terrain, et les idéaux et inquiétudes de ceux qui se considèrent comme bénéficiaires passifs de ces politiques. Plus facile à dire qu'à faire ? Il est clair que les futurs dirigeants ont du pain sur la planche pour renouer le contact avec la base, et particulièrement pour encourager l'émergence d'un activisme politique au sein de la nouvelle génération. Cela dit, si les mouvements populaires parviennent à fournir aux élus socialistes une vision politique sur le long terme, c'est bien tout le projet progressiste qui s'en trouvera renforcé.

# RESTAURER LA CONFIANCE EN L'ACTION POLITIQUE

Par Anne Muxel

L'attraction exercée par des forces populistes sur certains segments de la jeunesse européenne n'est pas nouvelle, mais elle s'est renforcée au fil des années. Dans plusieurs pays, elle a consolidé un véritable socle électoral que les partis qui allient rejet de l'immigration, recentrage national et dénonciation du système politique ont su développer et capitaliser.

L'impact du chômage des jeunes est majeur : en France, 60% des primotants chômeurs ou à la recherche d'un premier emploi sont disposés à voter pour la candidate frontiste (36% des chômeurs dans le reste de la population). En outre, l'attrait électoral de Marine Le Pen touche des segments de la jeunesse moins directement exposés à la crise sociale et économique et aux difficultés d'insertion socioprofessionnelle : 27% des étudiants sont ainsi tentés par cette voie.

Dans beaucoup de pays européens, les jeunes sont les premiers touchés par les difficultés à l'entrée sur le marché du travail et par un chômage structurel. La plupart du temps, ces diffi-

cultés sont imputées aux grands partis de gouvernement, jugés inefficaces, et à la gouvernance européenne, accusée d'amoindrir les souverainetés nationales au profit de la mondialisation libérale. Cette thèse entretenue par les partis « antisystème » fait particulièrement écho au sentiment de déclassement et de fragilisation des jeunes peu diplômés, dont le niveau de qualification est faible et qui font partie des catégories ouvrières. Certes, les populismes touchent aussi les pays prospères dont les populations sont peu impactées par les effets de la crise socio-économique, mais ils parviennent surtout à convaincre les jeunes générations éprouvant une souffrance sociale et se considérant comme les perdants de la mondialisation économique. C'est donc d'abord la jeunesse des classes populaires et non celle

des classes favorisées et éduquées qui trouve dans les programmes des partis populistes un exutoire à son malaise social, ses doutes et ses craintes quant à son avenir. Cette vulnérabilité ressentie sur le marché du travail est renforcé par la difficulté à trouver des repères et à éprouver un sentiment d'appartenance dans un environnement de plus en plus complexe. L'absence de mythes supranationaux pour décrypter le monde ouvert et globalisé dans lequel les jeunes sont amenés à évoluer, favorise les replis nationaux et la tentation de la protection comme du replis. En effet, un discours européen a-t-il succédé à la mobilisation d'après-guerre faisant de l'Europe un facteur de paix et de croissance ? Non. Face à ce manque, les jeunes les plus fragilisés socialement et économiquement deviennent sensibles aux discours mettant en avant des

symboles simples et permanents de la nation, comme la langue, le drapeau, l'histoire nationale et ses particularismes folkloriques. Les identités nationales permettent de mobiliser des attaches évidentes et enracinées dans un récit familial. Enfin, à l'heure de la crise de la démocratie représentative, où le sentiment de défiance des citoyens envers les partis et le personnel politique est fort et entame le pacte démocratique, les organisations nationales-populistes apparaissent souvent, du fait de leur extériorité autoproclamée au « système », comme neufs, porteurs de nouvelles valeurs, non pervertis par l'usage du pouvoir. Face à ces succès populistes au sein d'une partie de la jeunesse européenne, comment réagir ? En formulant des discours et en impulsant des pratiques dans au moins trois directions.

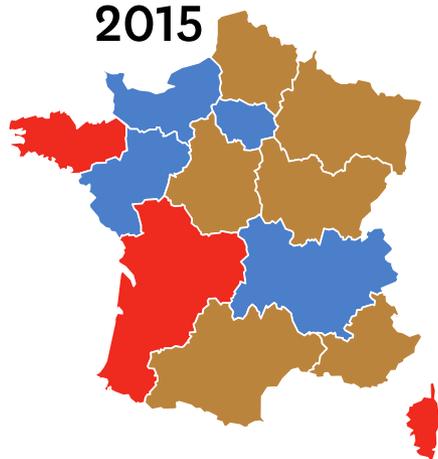
PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS RÉGIONALES EN FRANCE



> AUTEURE

Anne Muxel est directrice de recherche au Centre national pour la recherche scientifique (CNRS) et travaille au Centre de recherches politiques de Sciences-Po (Cevipof).

2015



LISTE DES PARTIS VICTORIEUX

- Gauche
- Droite
- Front National

HISTORIQUEMENT



Source : AFP

La première, la plus élémentaire, mais aussi la plus urgente, concerne la question du travail et la nécessité absolue d'endiguer les ravages du chômage qui diminue profondément le capital de confiance des jeunes envers les sociétés censées les accueillir et les intégrer. De simples mesures partielles ne suffiront pas; il faudra faire de l'obtention du travail une priorité de l'action politique chez l'ensemble des acteurs, à tous les niveaux de responsabilité. Les systèmes de formation doivent être profondément renouvelés pour s'adapter aux évolutions et aux transformations du marché du travail. Il est aussi nécessaire de s'intéresser, en amont, à l'orientation des jeunes et, en aval, à leur entrée dans la vie active. La deuxième direction pour reconquérir la jeunesse déçue et désabusée consiste à rénover l'univers

de la politique institutionnelle, de gauche comme de droite. Il s'agit de trouver de nouvelles médiations entre les citoyens et les instances de pouvoir, en privilégiant notamment des organisations réticulaires et moins verticales, mais aussi en cherchant à mieux articuler ce qui relève de la démocratie participative – l'intervention et l'expression directes des citoyens – et de la démocratie représentative – l'organisation de la représentation politique supposant délégation et hiérarchie des responsabilités comme des pouvoirs. Il y a là un travail de pédagogie politique et démocratique à mener pour concilier ces deux niveaux et réhabiliter ainsi l'action politique dans l'esprit de certains jeunes. Il y a aussi urgence à redéfinir ce qu'est l'intérêt général, censé mobiliser des valeurs communes, à l'heure

où se développent beaucoup de luttes à enjeux uniques, ciblés ou circonstanciés. Par ailleurs, il faut résolument combattre la corruption qui mine la confiance des citoyens envers la politique et ses représentants, et qui entretient un fossé problématique entre le peuple et les élites. Enfin, il faut redonner à la politique sa place dans le temps long, celui d'un projet de société à partager ensemble, à l'aide d'une feuille de route pour extraire l'agenda politique de la dictature du court terme, imposée notamment par les médias.

La troisième direction quant à elle interpelle très directement l'Europe et la réalisation de la construction communautaire. Un nouveau message doit être lancé en reprenant la pédagogie initiale des années 1950 qui explicitait les raisons d'être

du projet européen. Un réel travail de médiation reste encore à faire dans ce domaine et il est urgent d'incarner cette idée par des personnalités non seulement aux niveaux social, économique et culturel, mais aussi et surtout au niveau politique. Cette reformulation du projet européen ne doit pas faire fi des appartenances nationales, mais celles-ci doivent être redéfinies pour s'articuler au vivre ensemble, avec ses droits et ses devoirs, au sein d'une nation ouverte. Il est crucial d'impulser et d'écrire une charte ambitieuse et visionnaire, définissant la relation des appartenances nationales les unes aux autres, au sein de l'Europe et au-delà, et permettant d'intégrer les problématiques liées à l'immigration de façon constructive – et non pas sur le mode de la peur et du refus.



| ALLEMAGNE - Des organisations de droite en Allemagne manifestent contre l'arrivée de réfugiés.

# LA JEUNESSE ET LE POPULISME DE DROITE EN EUROPE ÉLÉMENTS D'INTERPRÉTATION DEPUIS LA BASSE-SAXE

Par Birgit Honé

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le philosophe allemand Georg Christoph Lichtenberg écrivait : « Imaginez qu'un matin, au réveil, nous réalisons soudainement que tout le monde a la même couleur de peau et la même religion. Sans aucun doute, nous inventerions de nouvelles discriminations avant midi. »

L'ascension et les succès électoraux de partis de droite et d'extrême droite populistes et xénophobes à travers l'Europe illustrent de manière inquiétante la pertinence de cette citation pour notre époque. C'est pourquoi, en avril 2016, j'ai fait équipe avec la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) pour organiser un panel de discussions intitulé « L'ascension du populisme de droite – contre-stratégies progressistes en Europe » à la délégation de la Basse-Saxe à Bruxelles. L'objectif était d'analyser les tendances politiques actuelles afin de trouver une réponse conjointe pour contrecarrer cette dangereuse évolution.

Les populistes de droite considèrent qu'ils véhiculent les valeurs nationales et qu'ils font rempart aux influences étrangères organisant une prétendue domination multiculturelle. Même si l'épouvantail des minorités et de « l'Autre » est souvent agité, ce sont principalement les musulmans et les réfugiés qui constituent leurs cibles récurrentes. C'est en cherchant les causes sociales de ces évolutions en Europe que l'on découvre un racisme institutionnel profondé-

ment enraciné et le recours systématique aux boucs émissaires. Ces partis et ces groupes répandent la peur et proposent des solutions simplistes dans un monde de plus en plus complexe. Il est certain que beaucoup se sentent oubliés du développement économique en Europe, car le fossé entre les riches et les pauvres ne cesse de croître. Les populistes entretiennent la peur et les préjugés qui en découlent. Il faut s'y opposer avec détermination.

Nous faisons face à deux grands défis : d'une part, nous devons réactiver l'idée d'une Europe symbole de paix et unificatrice et, d'autre part, nous devons ouvrir de nouvelles perspectives à ceux qui pensent ne pas avoir trouvé leur place dans la société. À cet égard, les jeunes ont particulièrement besoin de notre attention. L'Europe doit pouvoir leur offrir un meilleur futur et, par-dessus tout, un droit à une meilleure formation et à un travail qui leur permette de vivre. Pour cela, une éducation civique à la démocratie doit être mise en place afin d'inculquer les valeurs nécessaires à la compréhension d'un monde en constante évolution.

Le gouvernement de Basse-Saxe a recours à des mesures concrètes et des programmes d'éducation qui vont dans ce sens. Nous travaillons actuellement à un plan de lutte contre l'extrémisme de droite et sommes en train d'établir une agence gouvernementale pour l'éducation civique pour nous permettre de donner au citoyen les outils pour combattre cette idéologie. Nous élargissons également les services de conseil et de soutien aux victimes de violences causées par des identitaires. Grâce à cette nouvelle agence, nous serons en

mesure d'apprendre à plus de jeunes l'éducation civique, les valeurs sociales et l'ouverture d'esprit, et de leur montrer les voies pour s'engager. La diversité enrichit nos sociétés plus qu'elle ne les menace. Nous devons sensibiliser et faire mieux connaître les valeurs fondamentales que sont la démocratie, le social et les structures constitutionnelles qui forment le noyau dur d'une société libérale, dans le contexte d'une Europe en paix. L'échange au-delà des frontières et l'ouverture à la différence culturelle sont les piliers centraux de cet édifice du futur – que ce soit en Basse-Saxe ou ailleurs en Europe.

“ C'EST EN CHERCHANT LES SOURCES SOCIALES DE CES ÉVOLUTIONS EN EUROPE QUE L'ON DÉCOUVRE UN RACISME INSTITUTIONNEL PROFONDÉMENT ENRACINÉ ET LE RECOURS AUX BOUCS ÉMISSAIRES. ”



> AUTEURE

**Birgit Honé** est avocate en droit administratif et fonctionnaire d'État. Elle est secrétaire d'État chargée de l'Europe et du Développement régional à la chancellerie de Basse-Saxe, SPD.

# LE FUTUR COMMENCE AUJOURD'HUI !

Trois leçons de la FEPS  
Par Ania Skrzypek

« Nous ne devrions pas attendre de la génération Y qu'elle nous ressemble », tels furent les mots de Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne à l'ouverture de la sixième édition de la conférence annuelle de la FEPS "Call to Europe". En effet, ce n'est pas aux jeunes de se conformer aux stéréotypes que les progressistes entretiennent consciencieusement à leur sujet depuis trop longtemps. C'est le premier pas pour renouveler le mouvement dans le but de l'engager vers l'électorat jeune et, ce faisant, pour assurer sa capacité à influencer l'avenir.

**L**a génération Y a une conscience politique. Contrairement aux idées reçues, les jeunes connaissent les partis et leurs personnalités phares. Toutefois, ils se désintéressent de la politique telle qu'elle est menée aujourd'hui, et ce, pour trois raisons. Premièrement, ils considèrent la politique comme l'art du faible, impuissante face à l'économie, plus déterminante pour leur avenir. Deuxièmement,

ils ne font pas confiance aux élus. Ils reconnaissent un certain professionnalisme aux partis traditionnels, y compris aux progressistes – mais estiment qu'ils manquent tous de tact, qu'ils n'écoutent pas les gens, et particulièrement les jeunes. Troisièmement, ils admettent sans état d'âme que la politique ne suscite ni l'enthousiasme ni la mobilisation parmi eux, même si, dans leur vaste majorité, ils se disent prêts à voter aux prochains scrutins. Cela signifie qu'ils sont plus à même de donner leur voix à ceux qui n'incarnent pas le système existant. La seule manière pour les progressistes de

gagner leur cœur est d'opérer un changement profond pour redevenir une voix d'opposition en laquelle ils puissent avoir confiance – en somme, un parti qui saura remettre le politique au centre des décisions, conscient qu'il tire uniquement sa légitimité de sa capacité à représenter ses électeurs.

**La génération Y a des revendications politiques précises.** Ces revendications reflètent une aspiration au bonheur, à la santé, à la liberté d'opinion et à l'autodétermination. Contrairement à ce qui a souvent été dit, les jeunes expriment leur attachement à

l'État-providence où la santé, l'emploi et l'éducation concentrent la majorité des dépenses publiques. Par contre, ils sont peu nombreux à croire que les gouvernements répondent à ces attentes, sauf en Allemagne. De même, ils pensent que les citoyens ne sont pas la priorité des hommes politiques et que ces derniers n'œuvrent pas pour leur assurer le meilleur futur possible. La génération Y pense que les intérêts des anciennes générations priment les leurs et que leurs opinions ne sont que rarement prises en compte : seul un jeune sur dix dit se sentir écouté. L'unique façon pour les progres-



> **AUTEURE**

**Dr Ania Skrzypek** est chargée de recherche à la Fondation européenne d'études progressistes.

sistes d'engager les jeunes est de redevenir le mouvement gardien de la prospérité, de l'État-providence et de la représentation de tous, tout en pacifiant le dialogue intergénérationnel au sujet de la répartition des richesses. Il est vital que ce plaidoyer s'accompagne d'une véritable stratégie pour réaliser ces objectifs, et notamment d'une vision pour restituer aux gouvernements et aux institutions publiques leur efficacité perdue.

**En politique, la génération Y a des critères d'évaluation spécifiques.**

Sans exception, le facteur le plus décisif dans le vote des jeunes est l'opinion qu'ils se font du chef de parti. Ils prennent aussi en compte le comportement des candidats, par exemple lors d'interviews ou de débats. L'enquête démontre également que la lecture du programme politique d'un parti arrive

au troisième plan des facteurs décisifs dans leurs choix, loin devant les campagnes sur les réseaux sociaux ou l'avis des parents, tordant ainsi le cou au mythe du manifeste politique qui n'est jamais lu. Ce phénomène est confirmé par un autre point de l'enquête : à la question sur la meilleure façon de commencer une campagne électorale, les jeunes ont le plus souvent répondu : « à travers un article de journal » ou « à travers un blogue ». Afin de les rassembler, les progressistes doivent redessiner leurs campagnes électorales pour montrer qu'eux aussi considèrent que la politique est avant tout un dialogue, que les mots ont un sens et qu'ils respecteront leurs promesses.

Voilà trois des nombreuses pistes que les progressistes devraient explorer tout en examinant l'extraordinaire masse d'informations

collectée à travers l'enquête menée pour le Millennial Dialogue de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS). Plus de 20 000 jeunes issus de douze États membres de l'Union européenne et d'autres régions du monde y ont pris part. L'enquête a respecté la règle des « 3 P » : une enquête participative, fondée sur des recommandations positives, et engagée à contribuer au renouveau et au renforcement de la famille progressiste. Alors que cette enquête et ses conclusions ont été présentées récemment lors de l'« Appel à l'Europe » de la FEPS, tout reste à faire. Les progressistes sauront-ils tirer les bonnes conclusions, dénoncer les mythes d'une jeunesse « désengagée et aliénée » et faire l'effort de comprendre la génération Y – effort auquel le projet de la FEPSa déjà tant contribué ?

Il ne s'agira pas de demander aux jeunes de changer, mais bien au mouvement de s'adapter et de répondre aux espoirs qu'il suscite. Les progressistes devront trouver la manière de renouer le lien avec les jeunes car c'est leur existence en tant que mouvement politique qui en dépend. Ils n'ont d'ailleurs pas le luxe de pouvoir attendre les prochaines élections, il leur faut agir maintenant.

 Plus d'informations disponibles sur : *The Future Starts Now! 10 Cornerstones for a Dialogue between the Progressive Family and the Millennials Generation*, par Ania Skrzypek, avec la collaboration de Maria Freitas, publié par la FEPS en juin 2016. [www.calltoeurope.eu/assets/b6bba582-cc87-4023-8b2c-39e895e747fa/2016%2006%2014%20md%20final%20paper\\_done.pdf](http://www.calltoeurope.eu/assets/b6bba582-cc87-4023-8b2c-39e895e747fa/2016%2006%2014%20md%20final%20paper_done.pdf) et via le site : [www.millennialdialogue.com](http://www.millennialdialogue.com).

# LES JEUNES, L'AMÉRIQUE LATINE ET LA PENSÉE PROGRESSISTE

Par Ricardo Lagos

Comment expliquer le fossé actuel entre les jeunes et les postures progressistes ?

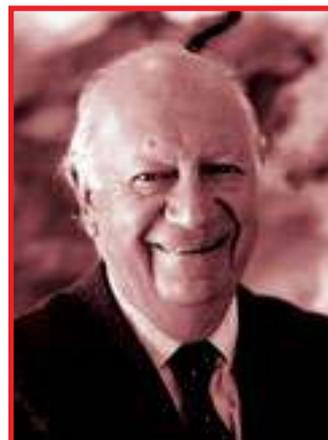
**U**ne réponse simple à cette question reviendrait à dire que les nouvelles technologies au service de l'information et de l'apprentissage de connaissances ont changé la manière dont les jeunes s'expriment. Ces derniers se renseignent désormais à travers les réseaux sociaux. Ils utilisent Twitter, Facebook et la myriade d'autres plateformes leur permettant d'échanger l'information instantanément. Les

enquêtes montrent que lors de la présidentielle américaine de 2012, 65 % des jeunes se sont informés principalement sur les réseaux sociaux plutôt que dans les médias traditionnels comme la télévision, la radio ou les journaux. Or, ce sont ces médias traditionnels que nous autres, progressistes, utilisons le plus pour communiquer nos messages. Il serait toutefois réducteur de trouver ici la raison pour laquelle les jeunes ne nous comprennent pas.

On pourrait aussi penser que nous n'avons pas réussi à comprendre à temps que la mondialisation avait entraîné une concentration des richesses dont l'impact direct a été particulièrement néfaste pour

les classes moyennes. Ce sont les étudiants issus de ces catégories sociales qui en pâtissent, peinant à trouver du travail, y compris dans les pays les plus développés. Mais il y a également un autre problème. La sphère progressiste n'a pas su trouver une réponse cohérente à la récession de 2008. Au contraire, ses représentants ont fait le choix de politiques d'austérité sans mettre en place d'expansion économique à la Keynes une fois l'inflation venue; ce qui s'est traduit par une montée du chômage, en particulier chez les jeunes.

An Amérique latine, la classe moyenne s'est considérablement développée. Pour les plus vulnérables, le retour à la pauvreté n'est



> AUTEUR

**Ricardo Lagos** est avocat, économiste et homme politique socio-démocrate. Il fut le président du Chili de 2000 à 2006.



■ SANTIAGO, CHILI - De jeunes étudiants chiliens pendant une manifestation pour l'égalité dans l'éducation.

jamais très loin. Pour les autres, la croissance s'est accompagnée d'un désir d'entrée à l'université, dont l'accès est encore largement limité par un coût prohibitif, malgré quelques mesures méritocratiques. De surcroît, certains jeunes se sentent victimes de l'immobilisme social entre milieux modestes et aisés. Il est donc encore rare de voir un jeune dépasser le niveau d'études de ses parents.

Ceux qui ne peuvent se permettre des études supérieures ou qui bénéficient d'une éducation au rabais prennent d'assaut les rues et manifestent. Ils demandent une refonte des politiques d'éducation, une alternative à ce qui existait

quand l'université était encore le privilège des nantis.

La plupart des demandes de la jeunesse latino-américaine restent lettre morte et, même si dans quelques pays le marché de l'emploi a su répondre à l'arrivée massive de diplômés, beaucoup d'étudiants ne parviennent pas à obtenir un emploi dans leur domaine.

On estime qu'environ 40 % des jeunes de 18 à 24 ans en Amérique latine font des études supérieures. Ce chiffre grimpe à 60 % dans les quelques pays les plus avancés, jusqu'à atteindre 83 % de cette tranche d'âge au Chili. Ce sont d'ailleurs précisément eux qui

manifestent pour accéder à de meilleures formations.

Comment remédier à cette frustration tout en mettant en œuvre une politique réaliste et progressiste ? Personne ne peut nier que les revendications de ces jeunes sont légitimes. Par conséquent, la croissance économique doit se retrouver dans les politiques publiques qui sont mises en œuvre. Car aux luttes pour l'accès à l'université se mêlent d'autres, par exemple pour la fin de la corruption qui ronge plusieurs de nos pays. Les jeunes ne se reconnaissent ni dans les pratiques douteuses de la politique ni dans les dirigeants qui les tolèrent.



> AUTEURES

**Beatrice Maneshi**, directrice de projet et **Mattia Yaghmai** Adjointe de recherche à la Fanack Academy (média indépendant accessible en ligne et dédié à la publication d'analyses équilibrées et informées sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

I Téhéran, Iran – Des jeunes iraniens célèbrent la signature des accords sur le nucléaire entre l'Iran et les six puissances mondiales.

# LA GÉNÉRATION Y D'IRAN EST FLORISSANTE

Par Beatrice Maneshi et Mattia Yaghmai

La génération Y d'Iran (*Nasl-e Sevvom* en farsi, signifiant la « troisième génération ») est composée de jeunes nés dans la période post-révolution islamique. Représentant plus de 60 % des 75 millions d'Iraniens, sa présence dans la société se fait d'abord ressentir par son poids numérique.

Cette jeunesse a d'abord grandi sous l'administration réformatrice de Khatami (1997-2005) avant d'entrer difficilement dans l'âge adulte sous l'ère conservatrice d'Ahmadinejad (2005-2013). En 2009, leur premier mouvement d'envergure en faveur du changement a été violemment réprimé,

entraînant des arrestations de masse et des morts. Les manifestants, pour beaucoup issus de la génération Y, avaient alors envahi les rues par millions sous le slogan « Où est passé mon vote? ». L'élection de 2009, qui ouvrit le second mandat très controversé d'Ahmadinejad, déboucha sur l'arrestation de l'opposant politique Mousavi (et de ses partisans), adressant un message clair à la jeune génération d'Iraniens : votre engagement politique n'est pas le bienvenu et ceux qui se rebellent en paieront le prix.

La « révolution verte », comme on l'a appelée, a eu lieu grâce aux nouvelles technologies de communication instantanée qui ont permis de se renseigner pendant les manifestations. La circulation de l'information dans la popula-

tion iranienne et la communauté internationale doit tout aux plus de 30 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux pourtant interdits dans le pays, comme Facebook, Twitter et YouTube – sans oublier les blogueurs.

La jeunesse iranienne a trouvé les moyens de contourner la censure croissante du gouvernement, prolongeant ainsi le débat politique et leur militantisme en ligne. Ironie du sort : afin de pouvoir mieux contrôler la population, les autorités iraniennes ont dû reconnaître la nécessité d'accroître leur présence sur les plate-formes qu'ils avaient eux-mêmes interdites.

Une fuite des cerveaux massive et le risque élevé du militantisme en Iran ont semé le doute quant à un changement d'envergure

dans le pays. À la confrontation, la génération Y préfère de plus en plus un activisme consistant à opérer de petits changements de l'intérieur. Grâce à une mobilisation en ligne, les jeunes ont réussi à galvaniser les masses afin de faire élire Rohani, plus ouvert à l'économie de marché.

Les dernières enquêtes démontrent que la génération Y ne partage ni les valeurs islamiques révolutionnaires ni la morale des aînés. Plus que jamais, les jeunes semblent déterminés à transformer le système politique de l'intérieur, plutôt que de le combattre frontalement. Leur défi dans les années à venir sera de remodeler des institutions poussiéreuses afin que leurs aspirations et leurs désirs soient mieux représentés.

# POWER2YOUTH: PORTRAITS DE JEUNES DU SUD-EST DE LA MÉDITERRANÉE



Par Maria Cristina Paciello et Daniela Pioppi

Au cours des deux dernières décennies, le terme « jeunesse » s'est retrouvé au centre de la politique, du développement, des médias et du débat public à travers le monde. Les pays du sud-est de la Méditerranée ne font pas exception. Dans la région, les « problèmes des jeunes » étaient déjà l'une des priorités des gouvernements nationaux comme celle des donateurs internationaux dans les années 1990. Cela s'explique par une série de facteurs.

**D**ans les années 1990, la région a connu une hausse sans précédent de la part des 15-24 ans dans la population. Des légions entières de jeunes hommes et femmes ont accédé au marché de l'emploi à un moment où les opportunités étaient limitées et les politiques publiques soumises à des plans d'ajustement structurel.

La focalisation sur les jeunes a atteint son paroxysme avec la vague de manifestations contre les gouvernements autoritaires entre 2010 et 2013, qui provoqua une véritable redéfinition de la notion de « jeunesse » à tous les échelons du débat public. Ce qu'on a appelé « printemps arabe » a été rapidement associé à une « révolution de la jeunesse ». Cette dernière est alors devenue la notion clé pour comprendre les racines et l'évolution des manifestations, et pour identifier les priorités de la transition politique qui s'est ensuivie. Dans le débat politique, cette partie de la société autrefois réprimée et maltraitée

sous les régimes autoritaires a soudain incarné le dynamisme et le changement positif.

Tout cet enthousiasme envers les jeunes a donné lieu à une multiplication de programmes orientés vers eux et conduits principalement par les gouvernements nationaux grâce au soutien international et aux ONG. L'« exclusion des jeunes » devint le terme à la mode dans les documents officiels dans la région, débouchant sur le développement de politiques destinées à leur « inclusion » et à leur « émancipation ».

Toutefois, en dépit de l'abondance des discours sur les jeunes, les solutions politiques post-Prin-

temps arabe dans les pays tel que la Tunisie, le Maroc ou L'Égypte, semblent être dans le prolongement des anciennes politiques mises en place. Elles ne traitent pas des problèmes structurels qui sont la source des inégalités sociales et du chômage, renforçant ainsi un modèle de développement largement perçu comme un échec comme le démontre la persistance des manifestations dans les régions les plus défavorisées, en majorité à propos du chômage et de l'émigration massive des jeunes. Qui plus est, la rhétorique sur l'importance de renforcer l'engagement des jeunes en politique se heurte aux straté-



■ PARIS, FRANCE – Des jeunes Français d'origine tunisienne manifestent pour Mohamed Bouazizi, vendeur ambulant tunisien qui s'est immolé et a été à l'origine du « Printemps arabe ».

gies de répression (du recours à la force aux pratiques d'intimidation) qui sont de plus en plus utilisées par les autorités dans la plupart des pays du sud-est de la Méditerranée.

En effet, les gouvernements nationaux et les organisations internationales se sont appropriés les évolutions politiques nées de l'activisme des jeunes de ces dernières décennies et les ont instrumentalisées. Paradoxalement, la jeunesse a donc été dépossédée de sa capacité à participer à cette transformation politique. Par exemple, le label « rébellions de jeunesse » apposé sur ces révoltes a entraîné l'isolement des jeunes du reste de la société. L'entêtement à décrire les jeunes comme des « acteurs de la révolution » explique largement la sous-évaluation du rôle

pourtant majeur des aînés et de leurs organisations dans les manifestations pour l'obtention de droits supplémentaires (des emplois dignes, la liberté politique, le libre accès aux services de santé, etc.) – droits qui ne concernent pas juste les jeunes, mais bien la société tout entière. Évidemment, les premiers continuent de jouer un rôle majeur dans les mobilisations sociales récentes (comme par le passé, dans le monde arabe ou ailleurs), mais ils s'inscrivent dans une nébuleuse plus vaste qu'occupent également les syndicats, les mouvements paysans, religieux, etc. La persistance de ce discours sur la jeunesse a eu aussi pour effet d'estomper d'autres différences sociales pourtant significatives, telles que les classes sociales, alors que les disparités

socio-économiques portent en elles les graines de conflits potentiellement plus déstabilisateurs. Définir la « jeunesse » comme acteur homogène revient à nier les énormes inégalités qui existent entre les jeunes issus de milieux sociaux très différents (urbains/ruraux, ethnies, confession, communauté, sexe, etc.).

Plus récemment, la multiplication des conflits et la répression dans la région ont renouvelé les discours sécuritaires au sujet d'une jeunesse qui ferait le lit de l'extrémisme et de la violence. Dès lors, elle est associée négativement aux jeunes volontaires qui rejoignent l'État islamique et à ceux qui soutiennent les groupes terroristes locaux, mais également et plus généralement à ceux qui haussent le ton pour exprimer

leur mécontentement. De héros révolutionnaires, les jeunes « exclus » (comprendre « laissés sans supervision ») prennent les traits de terroristes potentiels et de fauteurs de troubles menaçant la cohésion sociale et les perspectives d'un futur meilleur - d'où la justification par les autorités publiques de leur devoir de restaurer l'ordre et la stabilité.

Une nouvelle fois, le conflit social explosif qui prend racines dans des inégalités croissantes et un modèle de développement défectueux se voit réduit à la question de l'extrémisme ou à celle des compétences à acquérir pour mieux entrer sur le marché du travail. Les gouvernements de la région ont alors recours à un mélange de répression et de programmes d'assistance pour la jeunesse.

# PLUS QUE DES RÉFUGIÉS : ARTISTES SYRIENS EN EUROPE

Par Manaf Halbouni



> AUTEUR

**Manaf Halbouni** a quitté Damas pour l'Allemagne afin de continuer ses études artistiques et d'éviter les deux ans de service militaire obligatoire requis par le gouvernement syrien. Sculpteur, il utilise des métaux, du ciment et des câbles comme objets pour communiquer le chaos de sa vie et en Syrie.



■ Manaf Halbouni,  
*Entwurzelt/Déraciné*, 2014.  
Médias divers  
Transformation d'une voiture  
en lieu de vie pour une personne.  
Concept : La mobilité dans la vie  
et le désir de s'enraciner à nouveau.



**| Manaf Halbouni,**  
*Projekt Monument/*  
*Projekt Monument, 2016.*  
 Une pièce mobile,  
 le « monument de la résistance »  
 met en scène trois bus d'Alep  
 devant des monuments culturels  
 européens. La pièce invite  
 à réfléchir sur la manière  
 dont la vie nous pousse  
 à nous dépasser afin  
 de surmonter les obstacles.  
 Manaf travaille actuellement  
 sur cette pièce devant l'église  
 Notre Dame à Dresde.

**| Manaf Halbouni,**  
*Trauermauer/Deuil, 2012.*  
 Médias divers/installation vidéo  
 Un mur de ciment avec un extrait  
 du Coran à l'avant et un grand  
 écran à l'arrière, présentant  
 des vidéos de la Révolution  
 syrienne. L'exposition  
 est ornée de bougies  
 rouges et blanches.

Par Khaled Takreti

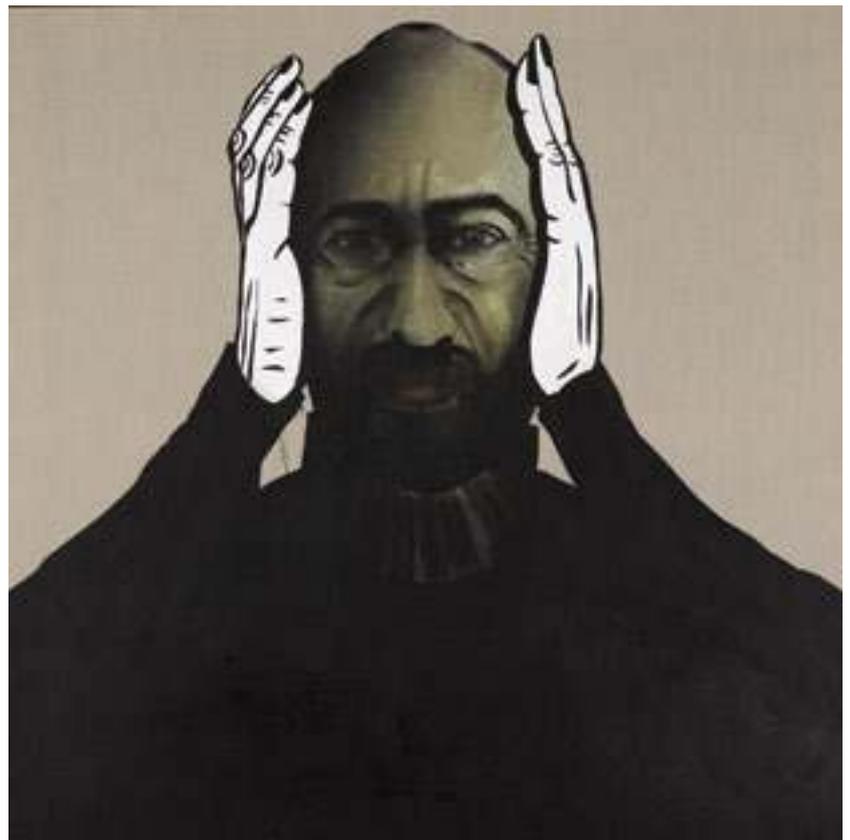


▮ Khaled Takreti, *Mes condoléances*, 2015.



> **AUTEUR**

**Khaled Takreti** est un éminent artiste syrien dont l'esthétique pop a influencé toute une génération de peintres arabes. Architecte d'origine après une formation à l'Université de Damas, il est réputé pour son approche innovante du portrait. Khaled n'a pas pour habitude de décrire son art et préfère inviter le public à former sa propre interprétation de ses travaux.



▮ Khaled Takreti, *Then What?/Et Ensuite ?*, 2016.



| Khaled Takreti, *J'ai faim*, 2015.



| Khaled Takreti, *LOL/MDR*, 2015.



| Khaled Takreti,  
*The Second Marriage/*  
*Le Second Mariage*, 2016.

# UNE POLITIQUE PROGRESSISTE POUR NOS QUARTIERS UNIS DANS LA DIVERSITÉ

Par Javier Moreno

Paradoxalement, notre Union européenne si décriée de l'intérieur, notamment par les extrémistes de tous horizons, reste un pôle de paix, de stabilité et d'espoir qui attire des êtres humains fuyant la violence ou la misère, voire les deux. Vu la situation politique et économique dans le voisinage européen, ces êtres désespérés, qu'ils soient réfugiés ou migrants économiques, continueront d'arriver sur notre continent et resteront en grande majorité au sein de nos sociétés.

**A**ceptons et assumons ces deux réalités et développons, en partenariat avec les pays tiers d'origine ou de transit, une politique d'immigration européenne holistique et ordonnée où le pendant de la lutte contre l'immigration illégale est la voie légale et l'intégration des migrants dans nos sociétés. Si nous comprenons que nous ne pouvons être ni pour ni contre la globalisation ni pour ni contre l'immigration, mais que nous devons les gérer de manière responsable et positive non seulement dans l'urgence, mais à moyen et long terme, nous aurons, nous, socialistes et démocrates, relevé avec succès une grande partie du défi. Pour cela nous devons changer le filtre imposé à une grande partie de nos citoyens par l'extrême droite et les populistes. Ceux qui associent les migrants à la criminalité, au terrorisme, à l'insécurité. Ceux qui agitent le spectre de la haine, de la menace, de l'invasion, de la peur de l'autre, de l'intolérance et qui créent ainsi un sentiment de rejet de plus en plus répandu. Nous devons absolument y répondre haut et fort

en usant de tous les moyens possibles pour que notre message soit entendu. Proclamons et prouvons que nous sommes dans un jeu gagnant/gagnant. Les migrants qui essaient de trouver une vie décente chez nous contribuent à notre prospérité économique (plusieurs études économiques récentes l'ont encore démontré) comme à nos besoins démographiques en rajeunissant nos populations. Nos sociétés s'en trouvent enrichies culturellement, socialement et même politiquement. La récente élection du maire de Londres en est un parfait exemple. L'ancien président du Chili, Ricardo Lagos, disait que les défis globaux de notre planète trouvent toujours réponse au niveau local. À ce phénomène global qu'est l'immigration, nous devons donc développer une approche générale basée sur la solidarité et le respect de la dignité humaine ainsi que sur la répartition des responsabilités entre les niveaux européen, national et local. L'intégration des migrants doit en être l'objectif final. En ce sens, les maires et les autorités locales ont un rôle essentiel à jouer. En premier lieu, œuvrons pour leur rendre leur dignité et l'espoir de retrouver une vie décente. Garantissons-leur l'accès à la santé et à un logement. Nombreux d'entre eux, et en particulier les plus vulnérables comme les femmes et les enfants, ont subi des violences morales, physiques ou sexuelles. Il faut leur porter une attention toute particulière, notamment aux mineurs non accompagnés (et qui selon des estimations récentes seraient au nombre de 90 000), aux handicapés et à tous ceux qui souffrent de troubles psychosociaux. Ensuite, et dès leur arrivée

dans nos communautés, les migrants doivent pouvoir accéder à une éducation ou une formation adaptée à leurs besoins et leur permettant de s'épanouir pleinement et de pouvoir accéder à un travail décent. Les autorités municipales, les ONG, les associations et même leurs voisins doivent encourager leur participation à la vie locale à travers des échanges culturels ou des manifestations sportives. Pour cela, il est évident qu'il faut retrouver le chemin du plein-emploi, de la redistribution des richesses et du développement du bien-être social, afin d'éviter de mettre en concurrence nos concitoyens les plus démunis, les exclus de nos sociétés, avec les migrants que nous accueillons. Cette croissance est essentielle et a notamment permis à l'Espagne d'accueillir positivement en ce début de siècle près de 5 millions de migrants ayant à leur tour contribué à la richesse du pays dans une spirale positive. L'ampleur de la tâche exige que tous les fonds et instruments européens, nationaux et locaux soient déployés et que nous envisagions la création d'un plan d'investissement pour les pays tiers ainsi que l'émission d'eurobonds pour l'immigration. Continuons, socialistes et démocrates, à œuvrer pour que l'immigration ne soit plus une obligation mais un droit, et pour que les migrants aient les mêmes droits et obligations que nos concitoyens. Investissons dans la tolérance et l'intégration des migrants au sein de nos villes et de nos communautés. Unissons-nous dans la diversité. Cela mènera à des sociétés multiculturelles tolérantes et à la victoire sur les extrémistes, les xénophobes et les racistes de tous bords.



### > AUTEUR

**Javier Moreno** est Secrétaire général du Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes & Démocrates au Parlement européen.

## CARTOON



## Rytis DAUKANTAS

© DAUKANTAS

**Rytis Daukantas** est un architecte et caricaturiste lithuanien. Depuis 1999, ses caricatures et illustrations politiques figurent dans plusieurs journaux et magazines internationaux. Il est le fondateur du Musée de la Guerre froide en caricatures.

## LA GÉNÉRATION Y EN EUROPE ET LES LUTTES À VENIR

 **Pensez européen.**  
**Lisez  Européen!**

Recevez 4 numéros par an pour seulement 10 € !



**LA PREMIÈRE ET LA SEULE REVUE D'OPINION PROGRESSISTE EUROPÉENNE**

EN TROIS LANGUES :  
Allemand - Anglais - Français



INSCRIVEZ-VOUS EN LIGNE SUR  
[progressivepost.eu/subscribe](http://progressivepost.eu/subscribe)



Envoyez votre nom, adresse e-mail, adresse postale et langue (français, anglais, allemand) ainsi que votre paiement

par courrier à :  
Abomarque – The Progressive Post  
CS 63656  
31036 Toulouse - FRANCE

Contact :  
[progpost@abomarque.fr](mailto:progpost@abomarque.fr)  
+33 (0)5 34 56 35 60



À REGARDER

## **LES PANAMA PAPERS : LES SECRETS DES SUPER-RICHES**

Avril 2016 - ABC AUSTRALIA

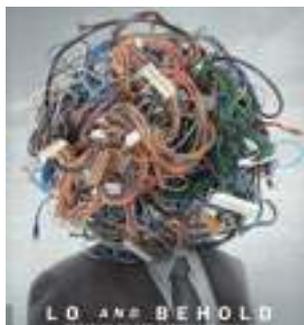


Les médias internationaux ont eu récemment du pain sur la planche avec un nouveau scandale financier. Les journaux ont fait leur avec la fuite des Panama Papers, une série de documents dévoilant l'identité de plus de 200 000 entreprises, fiducies, fondations, criminels, chefs d'État et autres personnalités liées à l'argent et

au pouvoir, ayant dissimulé de grandes sommes d'argent dans des comptes offshore. Combinant les talents de journalistes d'investigation de renom, le documentaire Les Panama Papers : les secrets des super-riches, plonge dans le contenu de ces documents dans le but d'effiler le grand canevas complexe de la finance frauduleuse.

## **LO AND BEHOLD, REVERIES OF THE CONNECTED WORLD**

Août 2016 - Werner Herzog - ÉTATS-UNIS



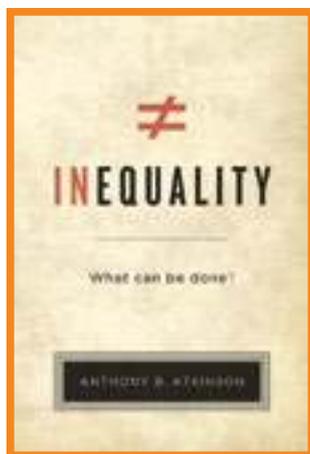
La société dépend toute entière de l'internet, mais réfléchit rarement à ses subtilités et sa toute-puissance. De l'esprit du brillant Werner Herzog est né son dernier outil d'exploration qui permet d'examiner de manière ludique l'inquiétante interconnexion rapide de nos vies.

## À LIRE

INÉGALITÉS  
QUE FAIRE ?

Par Anthony B. Atkinson,  
HUP, 2015

« Que faire » est une question implicitement posée par le livre de Anthony Atkinson et adressée à l'organisation des relations politiques nationales et internationales. Chez Atkinson, elle figure dans le titre et porte sur la problématique de l'inégalité dont Thomas Piketty a accompagné la redécouverte de la centralité pour l'avenir de la stabilité de nos États. L'intérêt d'Atkinson est que, passé l'investigation scientifique de la notion d'inégalité et admis le constat d'une modification profonde de la répartition des richesses au détriment du plus grand nombre des citoyens européens et américains, sa démarche échappe à la tentation commune du populisme fiscal. Elle ne vise pas à confisquer l'acquis d'une minorité sur un mode justicialiste, mais à corriger les logiques et mécanismes de la redistribution. Aucune ambition prométhéenne non plus chez Atkinson, mais un catalogue de propositions concrètes inspirées autant par les traditions réformistes utilitaristes anglo-saxonnes que par des études économiques quantitatives. Deux éléments marquants doivent être retenus. Le premier est le rappel de l'efficacité historique des Welfare States et de la concertation sociale animée par les syndicats dans la réduction des inégalités au XX<sup>e</sup> siècle, à tout le moins jusqu'au tournant des années 1970. Elle n'est pas teintée de la nostalgie qui caractérise



souvent les discours de la gauche radicale, mais accompagnée d'une invitation à adapter ces structures qui ont fait le succès de l'économie sociale de marché. Le défi de cette adaptation est celui d'un monde qui ne sera plus caractérisé par les formes traditionnelles de salariat et d'emploi. Le second est la réactivation d'une proposition politique portée par Tony Blair, qui consistait à doter les enfants, parvenus à l'âge de la majorité, d'un capital financier personnel correspondant à une fraction de l'héritage collectif intergénérationnel. Atkinson ne rejette pas totalement l'argument néolibéral classique selon lequel un pouvoir politique doit réduire la dette publique, car elle constitue un legs aux générations futures, mais plaide une vision élargie. D'une part, l'évaluation financière du legs est irréductible à la dette et doit intégrer les dépenses d'investissement. D'autre part, une part du legs gagnerait à être individualisée sous la forme de transferts aux personnes afin de contribuer à leur démarrage dans l'existence. Curieusement, ce volet du livre, fondamental pour l'avenir des plus jeunes de la génération Y, n'est pas mis en lien avec la problématique de l'allocation universelle, abordée ailleurs dans le texte.

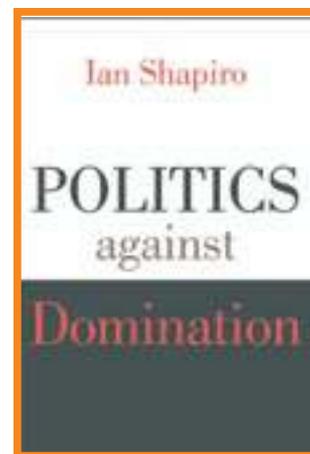
LES POLITIQUES  
CONTRE  
LA DOMINATION

Par Ian Shapiro, Harvard  
University Press, Cambridge, 2016

Au moment où la confusion domine le réveil des passions européennes, la littérature politique américaine constitue une lecture utile. En effet, elle préfère souvent à l'entretien des mythes, un retour régulier au questionnement fondamental du politique dont les termes ont aussi été résumés par Lénine : « que faire ? »

Professeur à Yale, Ian Shapiro appartient à une tradition intellectuelle pragmatiste et pluraliste dont John Dewey et Robert Dahl sont les figures de proue. Du premier, il retient la nécessité d'évacuer la finalité du développement social tel que la conçoivent le christianisme et le marxisme pour mieux se concentrer sur la perfectibilité des institutions démocratiques. Du second, il défend la conviction de la dangerosité des fantasmes unitaires et l'intérêt d'une dynamique fondée sur la multiplicité des divisions.

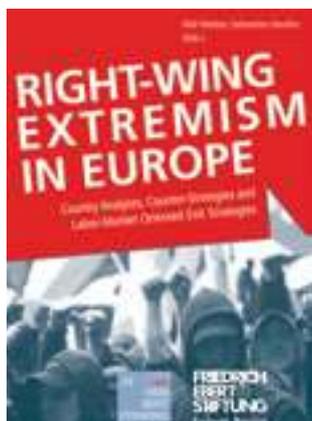
Ainsi, la définition de la politique comme entreprise dirigée contre la domination ne doit-elle rien à Michel Foucault. Point de critique d'un « biopouvoir » omniprésent chez Shapiro, mais le rappel de ce que la pratique démocratique, faute d'un but ultime, constitue une entreprise permanente visant à empêcher que l'obéissance à un pouvoir, souvent fonctionnelle, dégénère en une sujétion. Aussi est-il permis de prétendre, même si c'est réducteur,



que la première partie de l'ouvrage expose surtout les fondements de la conception progressiste américaine de la démocratie alimentée par les « Federalist Papers ». À cet égard, sa confrontation à une gamme d'enjeux contemporains complète le propos de Robert Reich publié l'an dernier sous le titre de « Saving Capitalism ». Plus originale est la section consacrée aux Relations Internationales. Shapiro défend deux arguments. Le premier consiste, en parfaite cohérence avec son option pluraliste, en une critique de toute velléité d'édifier un gouvernement mondial. Pour Shapiro, l'horizon de la rationalisation des Relations Internationales est celui, décrit par Kant, d'une fédération d'États libres.

Le second argument tient en une réactivation de la doctrine du containment de George Kennan. Shapiro n'invite pas ici à mener une politique hostile à la Russie, mais à reproduire, notamment face à l'État islamique, une stratégie attentiste consistant à miser sur l'effondrement de l'ennemi - dont on veillera à bloquer l'extension - plutôt qu'à en chercher le renversement. Pragmatique, cette option constitue aussi une troisième voie entre le néoconservatisme et un pacifisme naïf.

## À RÉFLÉCHIR

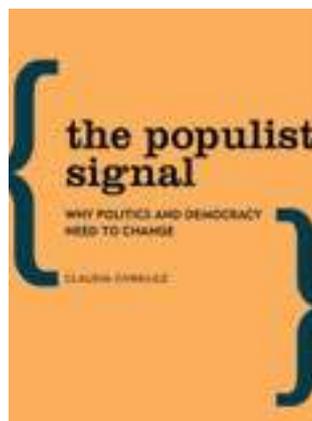


### L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

Auteur : Fondation Friedrich Ebert  
Éditeurs : Ralf Melzer,  
Sébastien Serafin

L'extrême droite est un problème à dimension européenne. En 2011, la Friedrich-Ebert-Stiftung (Fondation Friedrich Ebert) a publié une étude comparant les inimitiés entre communautés dans huit pays européens. L'étude a révélé qu'environ la moitié des participants étaient d'avis que leurs pays avaient trop d'immigrés. Environ un tiers croyait en l'existence d'une hiérarchie naturelle entre les différents groupes ethniques. 70 % des sondés en Pologne approuvaient les discours teintés d'antisémitisme.

Les idéologies et organisations d'extrême droite sont-elles si répandues et vraiment ancrées en Europe ? Comment les mouvements d'extrême droite et populistes ont-ils réussi ? Quelles sont leurs racines historiques et comment expliquer leur succès auprès des populations ?



### LE SIGNAL POPULISTE : POURQUOI NOTRE PRATIQUE DE LA POLITIQUE ET DE LA DÉMOCRATIE DOIT-ELLE CHANGER

Auteur : Claudia Chwalisz  
Éditeurs : Policy Network  
& Barrow Cadbury Trust

Cette publication a pour objet la scène politique turbulente qui se déroule en Grande-Bretagne et en Europe occidentale. Elle adresse la montée du populisme comme produit d'un désenchantement pour les partis politiques et les élections, et de peuples qui ne se sentent plus représentés dans les décisions prises par ceux qui sont censés les représenter. Plutôt que de mettre l'accent sur les déterminants culturels et économiques du populisme, elle réfléchit au lien entre ces grandes franges de la population qui pensent que la politique est en panne, et le soutien aux partis et acteurs antisystème qui en résulte.



Lisez et téléchargez  
nos publications en ligne sur  
[progressive.eu/populismtracker](http://progressive.eu/populismtracker)



### UN FILET DE SÉCURITÉ SOLIDE PERMET AU MARCHÉ DE L'EMPLOI D'ÊTRE PLUS FLEXIBLE

Auteur : Per Kongshøj Madsen,  
Professeur d'économie & président  
de l'ECLM & Erik Børsted,  
économiste en chef de l'ECLM.

Le marché de l'emploi danois est l'un des plus flexibles au monde. L'embauche et les licenciements peuvent se faire le même jour, ce qui permet à l'économie danoise de s'adapter très rapidement aux périodes de crises comme de croissance – et de limiter ainsi l'exclusion. Cependant, on oublie souvent que cette flexibilité se paie. Elle est rendue possible par un filet de sécurité sociale solide et de nombreuses politiques en faveur du marché de l'emploi. Celles-ci sont en réalité les conditions sine qua non à un tel niveau de flexibilité.



### POUR LA LIBERTÉ, LA JUSTICE ET LA SOLIDARITÉ : L'HISTOIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EN TCHÈQUE

Éditeurs : Patrik Eichler,  
Radka Šustrová

Cette publication met en avant l'exposition pour le 135<sup>e</sup> anniversaire de la Social-démocratie en Tchéquie. Elle présente l'histoire du parti social-démocrate tchèque de sa fondation jusqu'à son arrivée au gouvernement en 2013. Les étapes clés dans l'histoire de la social-démocratie s'y trouvent : par exemple la lutte pour le suffrage universel, la résistance aux nazis et aux communistes ou encore sa renaissance avec la Révolution de velours. La publication contient de nombreuses illustrations et descriptions dans trois langues (tchèque, anglais et allemand).



Lisez et téléchargez  
nos publications en ligne sur  
[progressivepost.eu/inspirations](http://progressivepost.eu/inspirations)

## À CUISINER

# Profil culinaire d'un pays de L'UE : LA SUÈDE

Vivement que l'automne arrive avec ces recettes simples et typiques du pays qui a rejoint l'Union européenne en 1995.

## SALLAD PÅ ROSTADE GRÖNSAKER



Salade de légumes grillés  
Salade chaude grillée  
avec betteraves  
Asperges  
Aubergines  
Chou-fleur  
Fenouil

## HETA NÖTTER

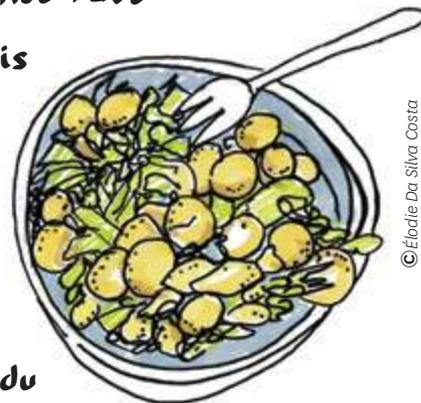


Noix et graines  
au vinaigre  
balsamique épicé  
En-cas suédois  
de noix de cajou,  
d'amandes,  
de graines  
de potiron  
et de tournesol  
grillées assaisonnées  
de vinaigre  
balsamique épicé

## POTATISSALLAD MED KÅLRABBI OCH DILL

Salade de pommes  
de terre au chou-rave

Un plat suédois  
typique :  
du chou-rave  
sauté,  
de l'aneth  
frais  
et des  
pommes de  
terre bouillies  
arrosées  
de beurre fondu



©Élodie Da Silva Costa

Trouvez plus de recettes en ligne sur  
[www.progressivepost.eu/inspiration](http://www.progressivepost.eu/inspiration)

Abonnez-vous :

# The Progressive Post



**4** numéros | pour seulement  
par an **10€!**

[www.progressivepost.eu/subscribe](http://www.progressivepost.eu/subscribe)

FOUNDATION FOR EUROPEAN  
PROGRESSIVE STUDIES  
FONDATION EUROPÉENNE  
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



## FONDATION EUROPÉENNE D'ÉTUDES PROGRESSISTES

Rue Montoyer, 40  
1000 Bruxelles - Belgique  
+32 (0)2 234 69 00  
[info@feps-europe.eu](mailto:info@feps-europe.eu)